

*visa CF N° 00226*  
*21-06-2010*

**LE PRESIDENT DU FASO,**  
**PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**



- VU la Constitution ;
- VU le décret n° 2007-349/PRES/ du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2010-105/PRES/PM du 12 mars 2010 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU la loi n° 010/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition de compétences entre l'Etat et les autres acteurs du développement ;
- VU la loi n° 20/98/AN du 05 mai 1998 portant norme de création, d'organisation et de gestion des structures de l'administration de l'Etat ;
- VU le décret n° 2007-775/PRES/PM/MFB du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2009-559/PRES/PM/MJ du 27 juillet 2009 portant organisation du Ministère de la justice ;
- VU la décret n° 2010-216/PRES/PM/MJ du 4 mai 2010 portant adoption de la Politique nationale de justice (PNJ) 2010-1012 ;

**Sur** rapport du Ministre de la justice, garde des sceaux ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 26 mai 2010 ;

### **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Est adoptée le Plan d'action sectoriel triennal (PAST) 2010-2012 de la Politique nationale de justice (PNJ) 2010-2019 dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**ARTICLE 2 :**

Le Ministre de la justice, garde des sceaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 19 juillet 2010

Le Premier Ministre



**Tertius ZONGO**


**Blaise COMPAORE**

Le Ministre de la justice,  
garde des sceaux



**Zakalia KOTE**

MINISTERE DE LA JUSTICE

BURKINA FASO

-----  
UNITÉ -- PROGRÈS - JUSTICE

**PLAN D'ACTION SECTORIEL TRIENNAL 2010 – 2012**  
**Politique Nationale de Justice 2010-2019**

---

*Mai 2010*

## SOMMAIRE

---

Liste des abréviations .....	3
Introduction .....	5
I. Rappel de la Politique nationale de justice (PNJ) .....	6
1.1. Vision .....	6
1.2. Objectifs stratégiques .....	6
1.3. Orientations stratégiques .....	6
1.4. Opérationnalisation de la PNJ .....	7
II. Profil du PAST 2010-2012 .....	8
1.5. Principes .....	8
1.6. Priorités et actions prioritaires sur la période 2010-2012 .....	8
1.7. Acteurs .....	9
1.8. Résultats clés .....	10
III. Contenu du PAST .....	12
3.1. Renforcement des capacités globales de la Justice .....	12
3.2. Dynamisation du pilotage du secteur de la Justice .....	15
3.3. Promotion de l'accessibilité physique et financière .....	16
3.4. Promotion de l'accessibilité psychologique à la justice .....	18
3.5. Renforcement de la justice pénale et de l'administration des établissements pénitentiaires .....	19
3.6. Renforcement de l'état des personnes .....	21
IV. Stratégies de mise en oeuvre .....	23
4.1. Stratégie de communication .....	23
4.2. Stratégie de renforcement des capacités des ressources humaines .....	23
4.3. Stratégie d'équipement .....	23
4.4. Stratégie d'investissement .....	24
4.5. Stratégie d'informatisation .....	24
4.6. Stratégies de mobilisation des ressources .....	24
V. Cadrage budgétaire 2010-2012 .....	25
5.1. Besoins financiers du PAST 2010-2012 .....	25
5.2. Structure du CDMT .....	26
5.3. Sources et besoin de financement .....	26
VI. Dispositif de pilotage et de suivi évaluation .....	28
6.1. Comité de pilotage .....	28
6.2. Secrétariat technique .....	28
6.3. Groupes thématiques .....	29
6.4. Structures de mise en oeuvre .....	30
Annexes .....	33

## LISTE DES ABREVIATIONS

ADP	Assemblée des députés du peuple
AG	Assemblée générale
AN	Assemblée nationale
APA	Association pénitentiaire africaine
ASCE	Autorité supérieure de contrôle d'Etat
BAD	Banque africaine de développement
CA	Cour d'appel
CAMCO	Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation de Ouagadougou
CASEM	Conseil d'administration du secteur ministériel
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CE	Conseil d'Etat
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CEFORE	Centre de formalités des entreprises
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CENTIF	Cellule nationale de traitement de l'information financière
CFPJ	Centre de formation des professions judiciaires
CIL	Commission de l'informatique et des libertés
CNDH	Commission nationale des droits de l'Homme
CONAHDA	Commission nationale pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
CP-PNJ	Comité de pilotage de la politique nationale de Justice
CSC	Conseil supérieur de la communication
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
CSMOD	Cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation
DAF	Direction de l'administration et des finances
DEP	Direction des études et de la planification
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DGAP	Direction générale des affaires pénitentiaires
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DRH	Direction des ressources humaines
EMTO	Ecole militaire technique de Ouagadougou
ENAM	Ecole nationale d'administration et de la magistrature
ENGSP	Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire
EP	Etablissements pénitentiaires
GPEC	Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
GT	Groupe thématique
ITSJ	Inspection technique des services judiciaires
JPE	Juge pour enfants
MAC	Maisons d'arrêt et de correction
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
MASSN	Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale
MATD	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

MCA	Millenium challenge account
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MFPRE	Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat
MJ	Ministère de la justice
MPDH	Ministère de la promotion des droits humains
MSécu	Ministère de la sécurité
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OPJ	Officier de police judiciaire
OSC	Organisations de la société civile
PACDE	Projet d'appui à la compétitivité et au développement des entreprises
PADEG	Projet d'appui à la démocratie et à la gouvernance
PANRJ	Plan d'action national pour la réforme de la justice
PAST	Plan d'action sectoriel triennal
PC-PANRJ	Plan de consolidation du plan d'action national pour la réforme de la justice
PME	Petite et moyenne entreprise
PMI	Petite et moyenne industrie
PNBG	Politique nationale de bonne gouvernance
PNJ	Politique nationale de Justice
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PTF	Partenaires techniques et financiers
RCCM	Registre du commerce et du crédit immobilier
SDI	Schéma directeur informatique
SGG - CM	Secrétariat général du gouvernement et du conseil des ministres
TA	Tribunal administratif
TAr	Tribunal d'arrondissement
TC	Tribunal de commerce
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TIC	Technologie de l'information et de la communication
TIG	Travail d'intérêt général
TPE	Tribunal pour enfants
TPI	Tribunal pénal international
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda
TT	Tribunal du travail
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'enfance

## INTRODUCTION

---

Depuis le Plan d'action national pour la réforme de la justice (PANRJ) et le Plan de consolidation du Plan d'action national pour la réforme de la justice (PC-PANRJ), le secteur de la Justice a montré son attachement à la planification comme outils et méthodes de bonne gouvernance. Au cours des années 2008-2009, trois études fondamentales ont été réalisées au profit du secteur à savoir, l'audit du TGI/TI de Ouagadougou, l'évaluation finale du PADEG et l'audit organisationnel de la chancellerie. Ces études venaient en prélude à une réforme globale du secteur qui annonçait le choix politique des autorités nationales d'aller vers des approches sectorielles dans la lutte contre la pauvreté. Cette réforme intervient dans un contexte où le PC-PANRJ, principal outil de travail du Ministère de la Justice est arrivé à terme.

Les différents travaux entrepris depuis les trois études ont abouti à l'élaboration d'une véritable politique sectorielle plus holistique et plus rationnelle dans la résolution des problèmes du secteur. Il a été envisagé pour l'opérationnalisation de cette politique nationale de Justice, l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions sectoriels triennaux glissants dont le premier couvre la période 2010-2012. Ces plans d'actions sectoriels triennaux devraient définir et contenir des niveaux de résultats très opérationnels, eux – mêmes explicités par des indicateurs pertinents.

Le PAST 2010-2012, prend en compte les préoccupations prioritaires du secteur de la justice sur la période, notamment le renforcement des capacités, les infrastructures et équipements, les outils et méthodes de pilotage et de suivi évaluation dans l'optique de la consolidation des acquis du PC-PANRJ et de la restauration de l'image de marque de la justice au Burkina Faso.

Pour répondre à ces exigences, le présent plan d'action qui couvre la période 2010- 2012 s'articule autour de six (06) grandes parties notamment le rappel de la Politique Nationale de Justice (PNJ), le profil du PAST 2010-2012, le contenu du PAST, les stratégies de mise en œuvre, le cadrage budgétaire 2010-2012 et le dispositif de pilotage et de suivi évaluation.



## I. RAPPEL DE LA POLITIQUE NATIONALE DE JUSTICE (PNJ)

A la fin du PC-PANRJ, le Ministère de la Justice s'est doté d'une Politique nationale de justice (PNJ) pour servir de document d'orientation à moyen et long terme et pour encadrer les interventions de tous les acteurs du secteur de la justice. Cette politique a été élaborée suivant les instructions contenues dans le guide d'élaboration des politiques conçu par le ministère de l'économie et des finances (MEF).

Le processus d'élaboration a été très participatif et a impliqué non seulement les acteurs du ministère de la justice (juridictions, maisons d'arrêt et de correction, structures centrales, auxiliaires de justice, etc.) mais aussi des acteurs externes (PTFs, société civile, Ministères et institutions, etc.)

La PNJ fait d'abord un diagnostic du secteur de la justice. Elle précise ensuite les fondements qui la sous-tendent avant de décliner ses axes stratégiques d'intervention. Une dernière partie sur la mise en œuvre de la politique clôt le document.

### 1.1. Vision

Pensés sur un horizon temporel d'une décennie, les programmes et composantes contenus dans la PNJ prennent racine sur les faiblesses et menaces relevées dans le diagnostic, sur les principes directeurs et les défis arrêtés en amont et surtout sur la vision de la justice que les Burkinabè ont exprimée dans l'Etude Nationale Prospective Burkina 2025.

Cette vision est celle d'une « *Justice crédible, équitable, indépendante, transparente, déconcentrée, compétente et accessible à tous* ».

Le but de la Politique nationale de justice est de renforcer la place de la justice au sein de l'Etat de droit et de la société, de manière à en faire un acteur essentiel de la construction démocratique et du développement du Burkina Faso.

### 1.2. Objectifs stratégiques

La PNJ a pour objectif général de rendre la justice plus performante, plus accessible et plus protectrice des droits et libertés.

Cet objectif global est décliné en trois objectifs stratégiques à savoir :

- améliorer la productivité de la justice en renforçant ses capacités opérationnelles d'ensemble ;
- promouvoir l'accès à la justice en réduisant considérablement les obstacles auxquels sont confrontés les usagers ;
- renforcer la protection des droits et libertés des citoyens en dynamisant les domaines particulièrement problématiques de la justice.

### 1.3. Orientations stratégiques

Sur la base de la vision et des objectifs stratégiques ci-dessus relevés se déclinent six axes stratégiques pour encadrer la PNJ. Il s'agit des axes de renforcement des capacités globales de la Justice, de dynamisation du pilotage du secteur de la Justice, de promotion de l'accessibilité physique et financière, de promotion de l'accessibilité psychologique, de renforcement de la justice pénale et de l'administration des établissements pénitentiaires et de renforcement de l'état des personnes.



A terme, les actions envisagées dans les différents programmes contenus dans les axes stratégiques participeront à une plus grande efficacité de la justice, à une plus grande accessibilité de la justice et une protection optimale des droits et libertés des citoyens.

En tant que politique sectorielle, nombre de programmes, de composantes et d'activités de la PNJ transcendent le département de la justice pour interpeller et engager les ministères, les institutions partenaires et les organisations de la société civile intervenant dans le sillage de la justice.

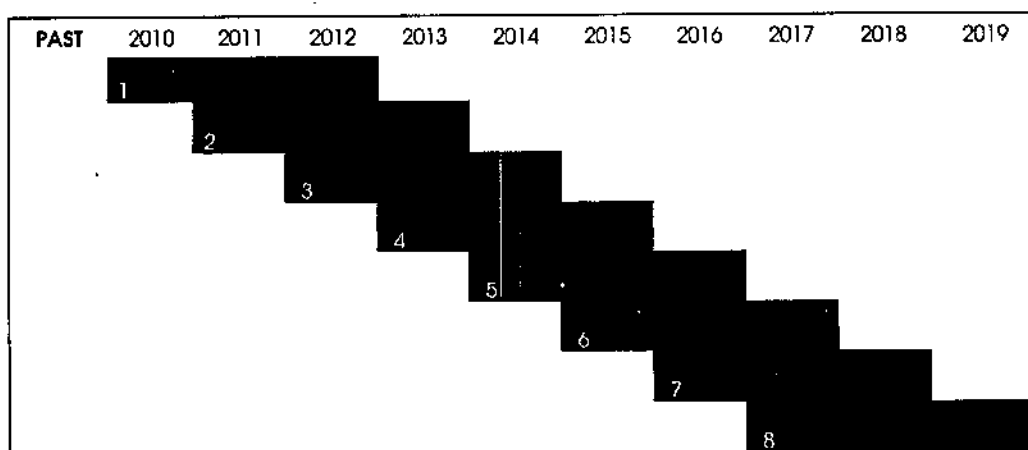
#### 1.4. Opérationnalisation de la PNJ

La Politique Nationale de Justice (PNJ) est opérationnalisée par huit (8) Plans d'actions sectoriels triennaux (PAST) successifs, annuellement glissants et mis en œuvre tant au niveau central qu'au niveau déconcentré à travers les programmes, les projets et actions des différents acteurs du secteur de la justice.

Le PAST est constitué d'activités regroupées en axes stratégiques et programmes de la PNJ avec une responsabilisation des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

Ainsi, pour la période 2010-2012, le premier PAST couvrant la période 2010-2012 est produit pour prendre en charge les actions prioritaires de la PNJ conformément aux ressources disponibles et aux capacités des acteurs. Suivront ensuite successivement les PAST 2011-2013, PAST 2012-2014, PAST 2013-2015, ...PAST 2017-2019 au cours de la période 2010-2019 de mise en œuvre de la PNJ.

Chaque PAST sera élaboré en tenant compte des priorités gouvernementales du moment et des actions à gains rapides dans le secteur. Pour ce faire, des revues annuelles des PAST permettront au ministère de la Justice de suivre progressivement la cohérence des actions des PAST en rapport avec les priorités et les enjeux du moment.



Au plus tard le 30 avril de chaque année N, le PAST N+1-N+3 est produit afin de permettre sa prise en compte dans le budget de l'Etat de l'année N+1 en préparation.

Le suivi et l'évaluation des différents PAST permettront d'apprécier l'exécution de la Politique Nationale de Justice (PNJ) et d'y apporter des corrections éventuelles. Chaque année, le PAST, notamment la tranche annuelle est adoptée, à la session du comité de pilotage au premier trimestre.

La PNJ fera l'objet d'une évaluation interne et d'une évaluation externe. L'évaluation externe sera assurée par un organisme indépendant à mi-parcours chaque trois (3) ans et à la fin de l'exécution des différents PAST en 2019.

## II. PROFIL DU PAST 2010-2012

---

Face à l'immensité de la tâche et aux contraintes budgétaires, la priorisation des actions s'est imposée. Cette priorisation s'est faite sur la base d'un ensemble de principes, à la lumière desquels les actions prioritaires ont été retenues.

### 2.1. Principes

Dans le cadre de l'élaboration du plan d'action sectoriel triennal 2010-2012, les principes directeurs retenus dans la PNJ ont guidé la programmation triennale. En effet, les priorités et actions prioritaires du PAST s'inscrivent en droite ligne des principes suivants : l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'accessibilité à la justice, l'égalité des citoyens devant la loi, le respect des droits de la défense, la collaboration et la coopération, le développement du capital humain, la promotion des TIC et l'ancrage culturel du système judiciaire.

### 2.2. Priorités et actions prioritaires sur la période 2010-2012

La consolidation des acquis du PC-PANRJ 2007 – 2009, la normalisation des infrastructures, le renforcement des investissements, le renforcement des capacités des ressources humaines, le renforcement de la communication, le renforcement de l'informatisation ainsi que le dialogue sectoriel au niveau national et local sont apparus comme les priorités sur la base desquelles ont été déclinées les actions prioritaires.

#### 2.2.1. *La consolidation des acquis du PC-PANRJ 2007 - 2009*

Un certain nombre d'actions qui avaient été prévues dans le PC-PANRJ et qui n'ont pu être exécutées, s'inscrivent toujours dans les orientations de la PNJ. Sont particulièrement concernées les activités touchant au pilotage du secteur (suivi évaluation et management) ainsi qu'aux relectures de textes fondamentaux non encore achevées.

#### 2.2.2. *La normalisation des infrastructures*

Le diagnostic de la PNJ a fait ressortir que beaucoup d'infrastructures qui avaient été construites demandaient à être normalisées pour répondre aux standards internationaux et aux impératifs réglementaires. Le présent plan d'actions accorde à ce volet une attention particulière.

#### 2.2.3. *Le renforcement des investissements*

Le renforcement des investissements aussi bien au plan quantitatif que qualitatif se présente comme un principe majeur de ce PAST. Il s'agit, à travers le plan d'investissement du MJ, de permettre au secteur de se doter à moyen terme d'un certain nombre d'infrastructures indispensables au bon fonctionnement de l'appareil judiciaire.

#### ***2.2.4. Le renforcement des capacités des ressources humaines***

La qualité des ressources humaines étant au cœur de la problématique du développement du secteur de la justice, un accent particulier est mis sur la fonction RH. A ce titre, les impératifs de formation induits par les actions de la PNJ et de son PAST ont conduit à l'élaboration d'un plan de formations qui sera régulièrement révisé pour prendre en compte les mutations intervenues dans le secteur.

#### ***2.2.5. Le renforcement de la communication***

La communication interne et externe du MJ est apparue dans le diagnostic comme comportant des faiblesses. Le PAST a pris en compte cet état des lieux en programmant des actions à même de vulgariser les prestations de la justice et de rompre les obstacles psychologiques existant entre les Burkinabé et leur justice. A cette fin, le plan de communication déjà adopté accompagnera la mise en œuvre de la PNJ et de ses PAST glissants.

#### ***2.2.6. Le renforcement de l'informatisation***

Compte tenu de la place et du rôle des Technologie de l'information et de la communication (TIC) dans l'amélioration de l'efficacité, de l'accessibilité et de la diligence des prestations judiciaires, l'informatisation (soft & hard) a été retenue comme une priorité et un certain nombre d'actions relatives y sont programmées sur la période.

#### ***2.2.7. Le dialogue sectoriel au niveau national et local***

Dans le cadre de ce PAST, une attention particulière est accordée à la fidélisation des partenaires de la PNJ à travers le renforcement de la coopération avec les PTF, la société civile, les partenaires institutionnels, etc. Cela se traduit par la programmation des cadres de concertation entre le MJ et ses partenaires, afin de rompre les cloisonnements et faire du ministère une véritable structure opérationnelle, fonctionnant en réseau.

### **2.3. Acteurs**

L'atteinte des résultats poursuivis par les différents PAST de la PNJ se fera grâce à l'engagement et à l'implication de plusieurs acteurs du secteur de la justice. Il s'agit notamment des acteurs qui ont été identifiés et présentés dans la première partie de la PNJ (« Contexte général et état des lieux »). Ces acteurs sont entre autres :

- le Ministère de la justice (chancellerie, tribunaux, cours d'appel, établissements pénitentiaires, auxiliaires de justice, etc.) ;
- les Hautes juridictions ;
- les ministères et institutions partenaires ;
- les collectivités territoriales ;
- les organisations internationales et sous régionales (CPI, OHADA, UEMOA, CEDEAO, etc.) ;
- les partenaires techniques et financiers ;
- le secteur privé ;
- la société civile et les partenaires sociaux.

Afin de permettre à tous ces acteurs de contribuer de manière optimale dans la mise en œuvre de la PNJ et ses PAST, l'option a été faite de privilégier et promouvoir le dialogue sectoriel et la concertation bilatérale et multilatérale. Par conséquent, tous ces acteurs sont pris en compte dans la composition des organes et instances de pilotage de la PNJ (Conseil d'Administration du Secteur Ministériel, Comité de pilotage, Groupes thématiques, cadres bilatéraux et multilatéraux de concertation, etc.).

#### 2.4. Résultats clés

Les actions prioritaires du plan d'actions sectoriel triennal, déclinées par axes stratégiques et programmes permettent d'atteindre les résultats clés. Les résultats clés seront mesurés par des indicateurs clés identifiés et annexés aux différents plans d'actions. Ainsi, dix (10) résultats clés en terme d'impact ont été identifiés. Ils constituent les outputs à moyen terme de la mise en œuvre des différentes activités du programme.

Ces dix (10) résultats clés sont :

- l'indépendance de la justice est accrue ;
- les procédures sont diligentes et les décisions de justice de qualité
- les conditions de travail sont améliorées par la modernisation de la justice et le renforcement des capacités humaines et techniques ;
- les outils de planification sont efficaces et le cadre budgétaire est renforcé ;
- l'accessibilité physique à la Justice est promue ;
- l'accessibilité financière à la Justice se renforce ;
- l'accessibilité psychologique à la Justice se renforce ;
- la procédure pénale est améliorée ;
- les conditions de détention s'améliorent et la surpopulation carcérale est réduite ;
- la gestion du casier judiciaire et de l'état civil est efficiente.

Un cadre de résultats global et désagrégé de la politique nationale de justice est produit et actualisé annuellement avec des situations de référence et des cibles sur une période de trois ans. Aussi l'amélioration du dispositif de production des statistiques judiciaires permettra de suivre et d'analyser en temps réel l'évolution des cibles des indicateurs dans le cadre de résultats.

Les résultats obtenus sur la période devraient permettre d'améliorer les cibles des indicateurs relatifs:

- aux délais de traitement des dossiers ;
- à l'indépendance des juges ;
- à la productivité des juges et des juridictions ;
- à l'accessibilité des citoyens à la justice ;
- aux conditions de vie des détenus ;
- à la qualité du service judiciaire
- à la lutte contre la corruption ;

### III. CONTENU DU PAST 2010-2012

Le PAST se traduit essentiellement par les axes, les programmes, les composantes et les activités en corrélation avec les différents résultats recherchés. Ainsi, six (6) axes stratégiques ont été identifiés pour encadrer les différentes interventions des acteurs du secteur. Il s'agit du renforcement des capacités globales de la Justice, de la dynamisation du pilotage du secteur de la Justice, de la promotion de l'accessibilité physique et financière, de la promotion de l'accessibilité psychologique à la justice, du renforcement de la justice pénale et de l'administration des établissements pénitentiaires et du renforcement de l'état des personnes.

#### 3.1. Renforcement des capacités globales de la Justice

L'axe stratégique relatif au renforcement des capacités globales de la Justice comprend cinq (5) programmes à savoir, le renforcement du professionnalisme des personnels judiciaires, l'enracinement de l'indépendance de la Justice, l'amélioration des conditions de travail de la Justice, la réforme du dispositif juridique et judiciaire et la réhabilitation du Sceau de l'Etat. Il vise essentiellement à rétablir l'équilibre en les investissements et le fonctionnement du secteur.

##### 3.1.1. Programme : Renforcement du professionnalisme des personnels judiciaires

Le renforcement du professionnalisme des personnels judiciaires passe par l'opérationnalisation de composantes relatives au recrutement, à la gestion et la formation des personnels judiciaires, au développement de la culture de l'excellence des services judiciaires et au contrôle des services judiciaires.

##### Composante n°1 : Recrutement, gestion et formation des personnels judiciaires

Au niveau du recrutement, il s'agit pour le secteur de la justice d'avoir une bonne maîtrise des effectifs des personnels judiciaires aussi bien en quantité qu'en qualité.

Au niveau du dispositif de gestion des personnels, l'accent sera mis sur la rationalisation de la carrière du personnel et sur le renforcement de l'esprit d'appartenance pour une meilleure productivité.

Au niveau de la formation, de nouveaux programmes seront développés et un plan de formation continue sera élaboré et mis en œuvre. Par ailleurs, il sera envisagé la construction d'une école nationale intégrée de formation des professions judiciaires.

##### Composante n°2 : Développement de la culture de l'excellence des services judiciaires

La recherche du professionnalisme du personnel judiciaire doit aller au delà de l'amélioration de la formation. Elle doit s'étendre jusqu'au développement d'une certaine culture de l'excellence qui se résumerait à deux mots : promptitude et qualité dans le traitement des dossiers. Dans cette composante, des actions seront menées pour stimuler le dynamisme du personnel et instituer des cadres pour faciliter les concertations, les échanges entre les différents acteurs afin de lutter contre la lenteur liée au manque de collaboration.

##### Composante n°3 : Contrôle des services judiciaires

Depuis plusieurs années, le contrôle hiérarchique n'a pas été performant aussi bien au niveau des juridictions, des MAC qu'au niveau de la chancellerie. Cela a contribué à installer le laxisme dans le travail

et à ralentir la productivité au niveau du secteur. C'est pourquoi, pour ces trois années à venir, un accent particulier sera mis sur le contrôle hiérarchique à tous les niveaux à travers les missions d'inspection et le développement des outils de contrôle.

### **3.1.2. Programme 1.2 : Enracinement de l'indépendance de la Justice**

Dans ce programme, l'accent sera mis sur la restauration de la dignité du pouvoir judiciaire et le renforcement du Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

#### **Composante n°1 : Restauration de la dignité du pouvoir judiciaire**

L'analyse du diagnostic révèle que la restauration de la dignité du pouvoir judiciaire est une condition *sine qua non* de l'enracinement de l'indépendance de celui-ci,

De ce fait, les actions qui seront menées dans le cadre de cette composante tournent autour de la lutte mutuelle contre la corruption. Il s'agira de la réalisation d'une étude sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, de la mise en place d'un mutuel de santé de la Justice et du renforcement des instances disciplinaires.

*L'amélioration du rendement de la justice évoqué plus haut ainsi que l'amélioration du cadre et des conditions de travail évoquée au programme suivant contribueront aussi à l'amélioration de la dignité du pouvoir judiciaire.*

#### **Composante n°2 : Renforcement du Conseil supérieur de la magistrature (CSM)**

On a longtemps reproché au CSM, sa domination par l'exécutif. L'évaluation du MAEP a alors recommandé que le CSM soit rendu plus indépendant et autonome. Cela constituerait un indicateur pertinent de mesure de l'indépendance globale de la magistrature.

*Ainsi, la loi portant organisation et fonctionnement du CSM sera relue afin de doter ce dernier d'un secrétariat permanent autonome. La relecture permettra également de renforcer le poids des membres élus par leurs pairs.*

### **3.1.3. Programme 1.3 : Amélioration des conditions de travail de la Justice**

L'amélioration des conditions de travail de la Justice est un préalable à l'amélioration de la productivité des services, des juridictions et des Etablissements pénitentiaires. Pour ce faire, en plus de l'amélioration des conditions de travail de la Justice, une emphase sera mise sur la promotion des TICs au sein du secteur.

#### **Composante n°1 : Augmentation des moyens de travail des services judiciaires**

De manière récurrente, l'accent a été mis sur les dépenses d'investissement au détriment des dépenses de fonctionnement au niveau du ministère de la Justice. Cela a contribué à ralentir la productivité du secteur de la justice. Dans le cadre du premier PAST de la PNJ, un meilleur équilibre sera recherché entre les investissements et le fonctionnement. Au cours de la période, il sera envisagé la réalisation de l'étude architecturale et la construction du siège du ministère de la justice.

*A cet effet, il est prévu l'élaboration et l'exécution de plan d'équipement et de plan d'investissement. Aussi, un fonds d'équipement sera également créé et alimenté pour assurer une meilleure prise en charge du fonctionnement des institutions judiciaires.*

### **Composante n°2 : Promotion des TIC au sein du secteur**

L'amélioration des conditions de travail passe par la valorisation des TIC. En attendant l'élaboration et l'exécution du schéma directeur informatique, des actions ponctuelles et urgentes d'informatisation seront réalisées.

*Il reste entendu que l'utilisation des TIC est soutenue par un équipement conséquent des structures du ministère en matériels et supports informatiques.*

### **3.1.4. Programme 1.4 : Réforme du dispositif juridique et judiciaire**

Le programme relatif à la réforme du dispositif juridique et judiciaire comporte trois (3) composantes. Il s'agit de la lutte contre l'insécurité législative et judiciaire, la réforme de l'organisation judiciaire et la promotion de la coopération judiciaire.

#### **Composante n°1 : Lutte contre l'insécurité législative et judiciaire**

La réforme du dispositif juridique et judiciaire passe aussi bien par la couverture parfaite des domaines de la vie sociale par la loi que par l'effectivité de la loi. Il s'agit prioritairement de réaliser une étude diagnostique du dispositif législatif. Hormis quelques actions ponctuelles qui seront réalisées entre temps, les résultats de l'étude diagnostique constitueront les éléments de base pour la programmation d'activités qui concourront à la lutte contre l'insécurité juridique et judiciaire.

#### **Composante n°2 : Réforme de l'organisation judiciaire<sup>1</sup>**

Il s'agit de poursuivre la réforme de l'organisation judiciaire à travers une spécialisation et une déconcentration des juridictions. Plus précisément, les actions de cette composante concernent principalement la création de nouvelles juridictions (cour d'appel administrative, tribunal de conflits, etc.) et la mise en œuvre de certaines réformes de la Cour des comptes.

#### **Composante n°3 : Promotion de la coopération judiciaire**

Il s'agira de tirer profit de la coopération judiciaire avec le Maroc en mettant l'accent sur la modernisation de la justice et la spécialisation des magistrats dans le domaine financier.

En outre, la CONHADA sera opérationnelle à travers la nomination de ses membres et l'élaboration d'un programme d'activités.

Enfin, le gouvernement internalisera les conventions ratifiées par le Burkina Faso et élaborera un recueil contenant l'ensemble des conventions pour lesquelles le BF est partie. .

---

<sup>1</sup> Y compris l'ordre administratif



*Les activités permanentes se poursuivront et n'ont pas d'incidence financière. En outre, le voyage d'études au Maroc indiqué plus haut s'inscrit dans le cadre des accords de coopération judiciaire.*

### **3.1.5. Programme 1.5 : Réhabilitation du Sceau de l'Etat**

Les modalités d'une gestion optimale et sécurisée du sceau de l'Etat sont méconnues. C'est pourquoi une étude sur le sceau sera réalisée et ses conclusions permettront de décliner des actions concrètes en vue de sa réhabilitation.

*Aussi, un service en charge du sceau sera-t-il créé au sein du Ministère de la Justice pour coordonner ces actions et contribuer à lutter contre le faux et l'usage du faux en matière de symbole de l'Etat.*

## **3.2. Dynamisation du pilotage du secteur de la Justice**

Le pilotage du secteur de la Justice sera dynamisé à travers l'opérationnalisation de deux (2) programmes, à savoir le développement des capacités managériales et la production et l'exploitation des statistiques judiciaires.

### **3.2.1. Programme 2.1 : Développement des capacités managériales**

Ce programme comporte des composantes notamment le renforcement des capacités techniques des structures centrales, l'amélioration du système de programmation et de suivi évaluation, la consolidation de la programmation budgétaire et la réorganisation des structures administratives.

#### **Composante n°1 : Renforcement des capacités techniques des structures centrales**

Le développement des capacités managériales concerne l'ensemble des cadres supérieurs du ministère de la justice. L'accent sera mis sur l'amélioration du recrutement et de la formation des ressources humaines des directions centrales.

*L'accroissement des dotations matérielles, la mise en réseau des directions, l'opérationnalisation des logiciels (de suivi évaluation et de gestion de la formation) et la révision de l'organigramme de la chancellerie sont autant d'activités qui participent par ailleurs à l'atteinte de ce résultat.*

#### **Composante n°2 : Amélioration du système de programmation et de suivi évaluation**

Il s'agit ici de développer la culture des outils de pilotage et de planification des activités au sein de chaque structure centrale et déconcentrée. Aussi, chaque structure devra disposer d'un programme d'activités en cohérence avec la lettre de mission qui lui sera adressée. Ce programme d'activités fera l'objet d'un rapport annuel.

Parallèlement, des cadres de gouvernance internes au ministère (CASEM, conseils du cabinet, conseils de directions, Assemblée Générale (AG) des directions et juridictions (hors AG statutaire), AG des MAC, comité de pilotage de la PNJ, etc.) seront systématisés et leur fonctionnement sera amélioré. Enfin, le dispositif de pilotage de la PNJ sera opérationnalisé.

### **Composante n°3 : Consolidation de la programmation budgétaire**

En matière de programmation budgétaire, le CDMT sectoriel et le budget - programme du ministère seront élaborés et renforcés. Par ailleurs, une étude sur l'optimisation du recouvrement des recettes du ministère de la Justice sera réalisée. Aussi, un plan d'optimisation des recouvrements des recettes de service dans le secteur de la justice sera mis en œuvre sur la période.

### **Composante n°4 : Réorganisation des structures administratives**

La réorganisation des structures administratives vise à adapter les différents services du ministère afin de leur permettre de réaliser les ambitions décrites dans la PNJ et les PAST. Dans le cadre de cette réorganisation, il est prévu d'adopter un code de l'organisation judiciaire pour ce qui concerne les juridictions, d'élaborer des manuels de procédures pour les trois directions générales du ministère, de produire des documents décrivant les postes de travail pour chacune des directions centrales.

### **3.2.2. Programme 2.2 : Production et exploitation des statistiques judiciaires**

En ce qui concerne la production et l'exploitation des statistiques judiciaires deux (2) composantes seront exécutées. Il s'agit de la composante relative au renforcement de la production statistique et de celle relative à l'amélioration de l'exploitation des statistiques.

#### **Composante n°1 : Renforcement de la production statistique**

La pérennisation et l'amélioration de la production statistique demeurent un défi majeur du secteur de la justice. Cela participe incontestablement à la visibilité du secteur ainsi qu'à la promotion de la bonne gouvernance en son sein. Pour ce qui est du présent PAST, la démarche qualité sera appliquée au processus de production statistique.

#### **Composante n°2 : Amélioration de l'exploitation des statistiques**

La production statistique ne saurait être une fin en soi. Afin de constituer un indicateur de performance de la bonne gouvernance, la production statistique doit être exploitée et mieux utilisée. Pour y arriver, les documents statistiques (annuaires et tableaux de bord) seront dans un premier temps largement diffusés sur support papier, CD ainsi que sur le Web et des séminaires de présentation de ces documents statistiques seront organisés. Dans un second temps, des rapports périodiques sur l'activité de la justice seront élaborés.

### **3.3. Promotion de l'accessibilité physique et financière**

La promotion de l'accessibilité physique et financière passe par la mise en œuvre des programmes relatifs à l'accessibilité au service public de la justice, à l'accessibilité aux auxiliaires de justice et à l'accessibilité financière

#### **3.3.1. Programme 3.1 : Accessibilité au service public de la justice**

L'accessibilité au service public se décline en trois composantes notamment la déconcentration et la normalisation des services, la rationalisation de l'affectation du personnel et la promotion de la justice de proximité.

### **Composante n°1 : Déconcentration et normalisation des services**

Pour ce qui est du premier PAST de la PNJ, l'option a été faite de minimiser les investissements au profit du fonctionnement. Toutefois, quelques constructions seront réalisées afin non seulement de résorber l'engorgement existant au niveau de certaines juridictions mais d'offrir des cadres appropriés pour la formation des personnels judiciaires. Par ailleurs, des réflexions seront menées en vue de la normalisation des infrastructures pour les rendre conformes aux normes internationales et assurer la durabilité des constructions au niveau du secteur.

*L'élaboration et la mise en œuvre du plan de recrutement des personnels judiciaires ainsi que l'amélioration des conditions de travail évoqués par ailleurs participeront au désengorgement des services judiciaires.*

### **Composante n°2 : Rationalisation de l'affectation du personnel**

Il a été constaté à la lumière des études, l'existence d'une inégale répartition des personnels judiciaires au niveau des juridictions, toute chose qui joue négativement sur la productivité du secteur.

Dans cette composante, il s'agira de définir des normes de fonctionnement pour les juridictions et les MAC en termes d'effectifs et d'établir des critères d'affectation du secteur.

### **Composante n°3 : Promotion de la justice de proximité**

La justice de proximité est un moyen essentiel de rapprochement de la justice des justiciables qu'il faut préserver et améliorer. Les efforts seront donc déployés pour l'amélioration du fonctionnement des TD et TAr. En plus du renforcement des TD/TAr, les audiences foraines seront relancées au niveau des TGI.

*Aussi, la dotation en moyens de travail des TD et TAr évoquée par ailleurs, contribuera à l'efficacité de ces juridictions de proximité.*

## **3.3.2. Programme 3.2 : Accessibilité aux auxiliaires de justice**

Le programme relatif à l'accessibilité aux auxiliaires de Justice se décline en deux (2) composantes. Il s'agit de planifier le recrutement et de renforcer la qualification des auxiliaires de Justice.

### **Composante n°1 : Planification du recrutement**

Les auxiliaires de justice sont peu nombreux et fortement concentrés à Ouagadougou et Bobo. Pour résoudre ce problème, un plan de recrutement des auxiliaires de justice (avocats, huissiers et notaires) sera élaboré et mis en œuvre. Aussi, le statut des notaires et huissiers sera relu pour étendre leurs compétences sur l'ensemble du territoire.

Sur la période 2010 – 2012, un plan de recrutement de ces auxiliaires de Justice sera élaboré et mis en œuvre conformément aux besoins du marché et à la dynamique du secteur de la justice.

### **Composante n°2 : Qualification des auxiliaires de justice**

En ce qui concerne la qualification des auxiliaires de justice, un programme de formation initiale sera conçu et mis en œuvre.

### **3.3.3. Programme 3.3 : Accessibilité financière**

Les composantes de ce programme concernent l'assistance judiciaire aux personnes défavorisées et le renforcement de la contribution du département de la justice au développement du secteur privé.

#### **Composante n°1 : Assistance judiciaire aux personnes défavorisées**

Les textes d'application du nouveau décret portant organisation de l'assistance judiciaire seront élaborés et un fonds d'assistance judiciaire sera mis en place et alimenté par des ressources du budget de l'Etat, des contributions des partenaires et autres ressources propres générées par le secteur de la justice.

#### **Composante n°2 : Renforcement de la contribution du département de la justice au développement du secteur privé**

La sécurité juridique et judiciaire attire les investisseurs et développe le secteur privé. C'est pourquoi, dans le cadre du PAST, des activités seront menées afin de renforcer le rôle de la justice dans le développement du secteur privé. Il s'agira entre autre de prendre des dispositions afin que la nouvelle tarification des actes de justice soit appliquée par les greffiers en chef, d'informatiser et de rendre fonctionnel le fichier national du RCCM.

*Ce résultat est à rapprocher de ceux relatifs à la célérité dans le traitement des affaires commerciales et à la modernisation plus accrue des juridictions commerciales.*

### **3.4. Promotion de l'accessibilité psychologique à la justice**

La promotion de l'accessibilité psychologique à la Justice sera faite par le biais de l'accessibilité à l'information juridique et judiciaire, de la crédibilisation de la Justice et de la promotion des modes alternatifs de règlements des différends.

#### **3.4.1. Programme 4.1 : Accessibilité à l'information juridique et judiciaire**

Le programme relatif à l'accessibilité à l'information juridique et judiciaire comporte deux composantes à savoir la promotion de l'information juridique et judiciaire générale et la promotion de l'information juridique et judiciaire personnalisée.

#### **Composante n°1 : Promotion de l'information juridique et judiciaire générale**

Il s'agira principalement de mettre en œuvre le plan de communication du ministère de la Justice. Plus spécifiquement, les différents supports de communication seront exploités autant que possible, des émissions télé et radio seront réalisées tant au niveau national que local.

## **Composante n°2 : Promotion de l'information juridique et judiciaire personnalisée**

La promotion de l'information juridique et judiciaire personnalisée se fera à travers la réalisation d'études notamment celles de faisabilité des guichets d'information dans les juridictions et de diagnostic de l'assistance sociale au sein des juridictions. Les recommandations de ces études seront mises en œuvre. Dans le même temps, le Ministère de la justice apportera son appui aux centres d'écoute et boutiques de droit au niveau de différents ministères (MASSN, MPDH), notamment en les associant à certaines de ses formations et en partageant avec eux la documentation (études, textes juridiques, etc.).

### **3.4.2. Programme 4.2 : Crédibilisation de la Justice**

La Crédibilisation de la Justice passe par la transparence des procédures et la prévention des actes de corruption.

#### **Composante n°1 : Transparence des procédures**

Il s'agit ici d'assurer une large information du public sur les activités du ministère. Ainsi, des conférences de presse seront fréquemment organisées sur des questions d'actualités. Des manuels et brochures sur différentes procédures et actes de justice seront également élaborés et diffusés dans les domaines prioritaires. Enfin, des panneaux seront installés dans chaque juridiction indiquant aux justiciables le coût et les délais d'établissement des actes de justice et des boîtes à idées seront installées.

#### **Composante n°2 : Prévention des actes de corruption**

Dans le cadre de la prévention des actes de corruption, il s'agira essentiellement de pénaliser le délit d'apparence, d'internaliser certaines conventions des Nations Unies relatives à la corruption.

Aussi, le numéro vert de la Justice « 80 00 11 50 » sera installé et opérationnalisé.

*Ce résultat ne saurait être atteint sans le contrôle hiérarchique relevé plus haut et le renforcement des moyens de travail de l'Inspection technique des services judiciaires.*

### **3.4.3. Programme 4.3 : Promotion des modes alternatifs de règlements des différends**

Ce programme répond du principe directeur relatif à l'inculturation du système judiciaire énoncé dans la PNJ. Il consiste pour ce qui est du présent PAST, en la relecture du Code de procédure pénale pour y intégrer la médiation pénale et l'appui à la mise en place d'une structure spécifique chargée de la défense des enfants.

## **3.5. Renforcement de la justice pénale et de l'administration des établissements pénitentiaires**

L'axe stratégique concernant le renforcement de la justice pénale et de l'administration des établissements pénitentiaires comprend deux (2) programmes relatifs à l'amélioration du fonctionnement de la justice pénale et au renforcement de l'efficacité de l'administration pénitentiaire.

### **3.5.1. Programme 5.1 : Amélioration du fonctionnement de la justice pénale**

Le programme relatif à l'amélioration du fonctionnement de la justice pénale se compose de trois (3) composantes qui concernent la réforme du droit pénal, le renforcement de la police judiciaire et des juridictions pénales et la lutte contre la détention abusive et la surpopulation carcérale.

#### **Composante n°1 : Réforme du droit pénal**

Cette composante concentre l'ensemble des activités relatives à la relecture ou à l'adoption de textes tant de fond que de forme en matière pénale. Pour ce PAST, Il s'agit d'une part, de relire les textes sur les frais de justice criminelle, le code pénal, le code de procédure pénale, le code des personnes et de la famille et d'autre part, d'adopter un code de protection des enfants.

#### **Composante n°2 : Renforcement de la police judiciaire et des juridictions pénales**

L'amélioration de la prestation de la police judiciaire et des juridictions pénales sera atteinte grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie criminelle. Toutefois, en attendant l'élaboration d'une telle politique, une note d'orientation pénale sera élaborée chaque année.

#### **Composante n°3 : Lutte contre la détention abusive et la surpopulation carcérale**

La réalisation optimale de ce résultat passe par la tenue d'une réflexion sur la détention préventive. En tout état de cause, d'autres activités seront réalisées dans le cadre de cette composante en l'occurrence la sensibilisation des structures d'accueil des tégistes et la réalisation de films documentaires sur le TIG.

*D'autres activités retenues par ailleurs (élaboration de la politique criminelle, contrôles des juridictions et des MAC, accroissement de la capacité d'accueil de l'administration pénitentiaire, etc.) ont aussi un effet sur la réduction de la surpopulation carcérale.*

### **3.5.2. Programme 5.2 : Renforcement de l'efficacité de l'administration pénitentiaire.**

L'atteinte du renforcement de l'efficacité de l'administration pénitentiaire passe par l'amélioration de la gestion des établissements pénitentiaires, la promotion et la protection des droits des détenus, la promotion de la réinsertion sociale des détenus et le développement du partenariat avec la société civile.

#### **Composante n°1 : Amélioration de la gestion des établissements pénitentiaires**

La gestion optimale des établissements pénitentiaires exige la relecture du Kiti 103 portant réglementation pénitentiaire. Cette relecture sera programmée dans le cadre de ce PAST.

*Le contrôle des établissements pénitentiaires, la planification des recrutements, l'amélioration de la formation initiale et continue et l'adoption d'un ensemble de textes relatifs à la garde de sécurité pénitentiaire sont entre autres activités participant à la bonne gestion des EP.*

## **Composante n°2 : Promotion et protection des droits des détenus**

Il s'agit de renforcer les activités relatives à l'information, la communication, l'alphabetisation et l'entretien du détenu (hygiène, santé et alimentation). Les questions transversales telles que le genre sont également prises en compte dans cette composante avec des activités au profit des femmes et des mineurs.

Il s'agit de la poursuite de la séparation stricte par sexe et par catégorie de détenus au sein des établissements pénitentiaires par la construction de quartiers pour femmes et de quartiers pour mineurs.

*Pour le respect et la protection des droits des détenus, le contrôle régulier des services pénitentiaires, la concertation permanente et la formation des acteurs pénitentiaires sont prévues par ailleurs. La mise en œuvre de ces activités commande de renforcer le partenariat avec les ONG et associations. Enfin, l'organisation annuelle de la journée portes ouvertes sur la justice et de la journée du détenu contribuera à renforcer l'information des détenus.*

## **Composante n°3 : Promotion de la réinsertion sociale des détenus**

Les activités classiques de réinsertion sociale telles que les placements, les renouvellements des liens familiaux, les activités de productions pénitentiaires seront renforcées et perpétuées. En outre et plus spécifiquement, une étude de faisabilité sur la création d'un fonds de soutien au profit des détenus sera réalisée.

Enfin, des actions seront menées en vue de la mise en place d'un système d'examen préférentiel des dossiers d'information impliquant des enfants et pour l'application préférentielle des mesures alternatives à l'emprisonnement aux mineurs privés de libertés.

## **Composante n°4 : Développement du partenariat avec la société civile**

Il s'agit ici, de coordonner efficacement les actions des intervenants pénitentiaires. Cela se fera à travers l'élaboration d'un texte régissant ces actions. Par ailleurs, des rencontres annuelles impliquant ces derniers, seront instituées et tenues. A cet effet, des cadres de concertation multilatéraux sont prévus.

### **3.6. Renforcement de l'état des personnes**

Le renforcement de l'état des personnes passe par la mise en œuvre de deux (2) programmes notamment l'amélioration de la gestion de l'état-civil et la réhabilitation du casier judiciaire.

#### **3.6.1. Programme 6.1 : Amélioration de la gestion de l'état-civil**

Ce programme vise à perfectionner la gestion de l'état civil. Ainsi, un guide complet y relatif sera élaboré. Par ailleurs une réflexion sera menée sur la création d'un secrétariat permanent de l'état civil et une étude sur la modernisation de cet état civil sera organisée.

*Ce résultat sera également atteint grâce aux efforts de redynamisation des TD/TA au niveau des collectivités territoriales*

#### **3.6.2. Programme 6.2 : Réhabilitation du casier judiciaire**

La mise en œuvre de ce programme vise à rendre le casier judiciaire fiable. Ce document devrait permettre la traçabilité du passé pénal des personnes. Pour ce faire, l'accent sera mis d'une part, sur le rétablissement

des pièces périodiques et d'autre part, sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan opérationnel de réhabilitation et de modernisation du casier judiciaire.

*L'exploitation de la base de données de l'Office Nationale d'Identification (ONI) et l'informatisation des juridictions prévues par ailleurs aideront notamment à réhabiliter rapidement le casier judiciaire et à le rendre plus disponible aux usagers.*



#### **IV. STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE**

Pour la mise en œuvre des actions du PAST 2010-2012, plusieurs stratégies seront développées à moyen terme, notamment la stratégie de communication, la stratégie de renforcement des capacités des ressources humaines, la stratégie d'équipement, la stratégie d'investissement et la stratégie de mobilisation des ressources, etc.

##### **4.1. Stratégie de communication**

L'appropriation de la PNJ et des différents PAST de mise en œuvre nécessite une synergie d'actions autour de leur exécution. A ce titre, un plan de communication a été élaboré afin d'accompagner la mise en œuvre de la PNJ à travers les différents PAST. A court et moyen terme :

- des ateliers de lancement de la PNJ et du plan d'action seront organisés avec tous les acteurs ;
- des tournées de sensibilisation seront par ailleurs organisées en direction des structures déconcentrées du MJ et de leurs partenaires locaux, non seulement pour leur expliquer l'esprit et la lettre des programmes et activités, mais aussi pour noter leurs préoccupations en vue de la prise en compte dans le cadre du glissement annuel du plan d'actions ;
- des communiqués de presse après chaque comité de pilotage seront émis ;
- des rapports en Conseil des ministres seront périodiquement élaborés pour un meilleur suivi politique de la PNJ et du PAST ;
- des cadres de concertations nationaux et régionaux se tiendront au cours de la période.

##### **4.2. Stratégie de renforcement des capacités des ressources humaines**

Le renforcement des capacités des acteurs est le gage de la réussite de tout projet. La stratégie qui est mise en place dans le cadre du PAST, repose non seulement sur la réactualisation des plans de formation initiale des différents corps mais aussi et surtout sur la définition et la mise en œuvre d'un plan de formation continue. Pour la période 2010 – 2012, plusieurs thèmes de formation assez diversifiés seront assurés et concerneront les domaines problématiques de la Justice. Le plan de formation continue sera actualisé pour prendre en compte régulièrement les préoccupations des acteurs du secteur.

Pour la mise en œuvre, le comité chargé de la formation continue au sein du Ministère devra se réunir plus souvent afin d'évaluer et d'orienter la mise en œuvre du plan de formation.

##### **4.3. Stratégie d'équipement**

Afin, d'une part, de permettre aux structures nouvellement créées, de fonctionner de manière optimale, et d'autre part, de pallier le défaut d'équipement des structures centrales et déconcentrées, un plan d'équipement sera élaboré. Ce plan comprendra toutes les actions d'équipement (moyens logistiques adéquats, bureautiques et informatiques) induites par la PNJ et son PAST.

#### **4.4. Stratégie d'investissement**

Toutes les actions d'investissement induites par la PNJ et son PAST ont été cataloguées dans le cadre d'un plan d'investissement. Il s'agit notamment de constructions nouvelles (juridictions, établissements pénitentiaires, centre de formation, chancellerie, etc.) et de réhabilitation d'infrastructures existantes, conformément à la stratégie nationale d'investissement basée sur la priorisation stratégique des investissements.

La cohérence entre les équipements et les investissements a été recherchée afin d'éviter les difficultés de fonctionnement des structures dans le secteur de la justice.

#### **4.5. Stratégie d'informatisation**

Afin d'assurer la cohérence, l'efficacité des acquisitions et applications informatiques, un plan d'informatisation a été élaboré. La cohérence entre cette stratégie d'informatisation et celle d'équipement a été recherchée, afin que les acquisitions en matériel informatique prévues dans la stratégie d'informatisation soient prises en compte dans la stratégie d'équipement.

#### **4.6. Stratégies de mobilisation des ressources**

Compte tenu du coût assez élevé des plans d'action sectoriels triennaux, une stratégie de mobilisation de ressources a été élaborée pour accompagner la mise en œuvre du PAST. Il s'agit de l'élaboration d'instruments de programmation budgétaire notamment le cadre de dépenses à moyen terme et le budget programme. Ces instruments permettront d'allouer efficacement les ressources par axes et programmes conformément aux résultats recherchés sur la période 2010-2012 d'une part et de mobiliser des ressources pour le financement des PAST d'autre part y compris les ressources générées par les activités de justice.

## V. CADRAGE BUDGETAIRE 2010-2012

La prise en compte des incidences financières des actions du PAST est réalisée à travers le cadre budgétaire à moyen terme. Il prend en compte le coût du PAST par axes stratégiques et informe sur les sources et besoins de financement du PAST au cours de la période 2010-2012.

### 5.1. Besoins financiers du PAST 2010-2012

Le plan d'action sectoriel triennal (PAST 2010-2012) de la Politique nationale de justice (PNJ) s'évalue en terme de besoins financiers à 36 042 631 376 FCFA et est réparti par axe stratégique ainsi qu'il suit :

Tableau n°1 :

N°	ENHÉPHORE DE L'AXE	PROGNOSTICATION BUDGETAIRE ENNÉ FINANCIÈRE (FCFA)				
		2010	2011	2012	TOTAL	PART
1	Renforcement des capacités globales de la Justice	1 646 007 646	3 454 550 563	3 669 207 765	8 799 765 974	24,41%
2	Dynamisation du pilotage du secteur de la Justice	136 100 000	259 750 000	128 500 000	524 350 000	1,45%
3	Renforcement de l'accessibilité physique et financière	4 388 450 000	6 151 750 000	7 126 350 000	17 666 550 000	49,02%
4	Renforcement de l'accessibilité psychologique	102 700 000	168 500 000	122 000 000	393 200 000	1,09%
5	Renforcement de la justice pénale et de l'administration des établissements pénitentiaires	2 064 505 402	3 047 230 000	3 490 030 000	8 601 765 402	23,87%
6	Renforcement de l'état des personnes	2 000 000	35 000 000	20 000 000	57 000 000	0,16%
<b>TOTAL</b>		<b>8 339 763 048</b>	<b>13 116 780 563</b>	<b>14 586 087 765</b>	<b>36 042 631 376</b>	<b>100,00%</b>

Source : DEP-MJ 2009 ; Matrice PAST 2010-2012

La répartition des besoins financiers permet de constater que près de 50% des besoins financiers totaux du PAST sont consacrés au renforcement de l'accessibilité physique et financière. Cet état de fait s'explique aisément l'option prise par le ministère d'œuvrer à rapprocher d'avantage la justice du justiciable et ce par la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires pouvant empêcher le libre accès des citoyens à la justice.

## 5.2. Structure du CDMT

Le PAST fait partie intégrante du Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) de 2010-2012 du Ministère de la justice. Pour ce faire, la programmation financière des activités et des programmes du plan d'action sectoriel triennal 2010-2012 est intégrée dans le cadre de dépense à moyen terme (CDMT).

Tableau n°2 :

Besoins financiers / Année	2010	2011	2012	Total
Besoins financiers additionnels	8 339 763 048,00	13 116 780 563,00	14 586 087 765,00	36 042 631 376
Besoins financiers récurrents	4 928 607 919	5 697 194 725	5 928 457 042	16 554 259 687
Total	13 268 370 967	18 813 975 288	20 514 544 807	52 596 891 063

Source : CDMT 2010-2012 revue ; MJ ; DAF 2010

Les besoins financiers additionnels du CDMT 2010-2012 correspondant au coût du PAST 2010-2012 de la PNJ sont la traduction financière des actions nouvelles à mener par le ministère de la justice. Estimés à 36 milliards sur la période, ces besoins sont la traduction financière des activités du PAST-PNJ sur la période 2010-2012. Par ailleurs, les besoins financiers récurrents représentent quant à eux, la traduction financière des activités classiques et courantes du ministère de la justice. Ils s'élèvent à 16,5 milliards sur la période soit une moyenne de 5,5 milliards par an.

La détermination des besoins financiers totaux du CDMT s'est faite par la sommation des besoins financiers récurrents et des besoins financiers additionnels.

## 5.3. Sources et besoins de financement

Le financement du PAST 2010-2012 sera principalement assuré par les ressources publiques, notamment le budget de l'Etat et la contribution des partenaires techniques et financiers.

Les projections des besoins financiers sur la base des hypothèses du CDMT (2010-2012) sont estimées à environ 36, 042 milliards dont 23,290 milliards sur fonds propres, soit 67,29%.

Le tableau ci-dessous présente les annonces par acteurs et le gap de financement.

Tableau n°3 :

SOURCES DE FINANCEMENT EN FRANCS CFA				
Financement	2010	2011	2012	Total
<b>Ressources disponibles Etat (allocation CBMT 2010-2012)</b>	<b>10 047 646 000</b>	<b>12 170 702 000</b>	<b>12 390 798 000</b>	<b>34 609 146 000</b>
<i>Dont dépenses courantes</i>	5 158 246 000	6 772 102 000	7 126 748 000	19 057 096 000
<i>Dont investissement</i>	4 889 400 000	5 398 600 000	5 264 050 000	15 552 050 000
<b>Ressources disponibles extérieures</b>	<b>1 406 606 713</b>	<b>620 520 000</b>	<b>317 980 000</b>	<b>2 345 106 713</b>
ICF(subvention)	1 186 875 000	373 125 000	-	1 560 000 000
CCI-B(subvention)	8 925 000	17 075 000	-	26 000 000
PACDE	36 000 000	-	-	36 000 000
MCA	12 340 000	130 320 000	217 980 000	360 640 000
France/PAIJ (subvention)	127 911 613	-	-	127 911 613
UE	-	-	-	-
UNICEF	34 555 100	100 000 000	100 000 000	234 555 100
<b>Total ressources disponibles (Etat + PTFs)</b>	<b>11 454 252 713</b>	<b>12 791 222 000</b>	<b>12 708 778 000</b>	<b>36 954 252 713</b>
<b>Besoins financiers CDMT 2010-2012</b>	<b>13 268 370 967</b>	<b>18 813 975 288</b>	<b>20 514 544 807</b>	<b>52 596 891 063</b>
<b>GAP ou besoin de financement CDMT 2010-2012</b>	<b>1 814 118 254</b>	<b>6 022 753 288</b>	<b>7 805 766 807</b>	<b>15 642 638 350</b>

Source : CDMT 2010-2012 revue ; MJ

Le gap de financement sur la période 2010-2012 s'élève à près de 15,642 milliards de francs CFA. Ce montant est à rechercher auprès de l'Etat et des partenaires techniques et financiers sur la période 2010-2012.

## **VI. DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI EVALUATION**

Pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de Justice, un dispositif de pilotage et de suivi évaluation comportant plusieurs niveaux est mis en place. Ainsi, un comité de pilotage, assisté d'un secrétariat technique et de groupes thématiques (GT) sera mis en place. Les groupes thématiques appuient le travail permanent des structures d'exécution et assurent le relais des activités avec le comité de pilotage.

### **6.1. Comité de pilotage**

Le comité de pilotage de la PNJ (CP-PNJ) est présidé par le Ministre de la justice et se tiendra deux fois par an en marge des CASEM du Ministère de la justice. Sont membres du comité de pilotage : l'inspection technique des services judiciaires, les conseillers techniques, le secrétariat général, les directeurs généraux et centraux du MJ, les présidents des hautes cours et des cours d'appel, les représentants des ministères, des institutions et collectivités territoriales partenaires, les PTFs, le secteur privé et la société civile.

Le Comité de pilotage a pour mission de superviser la mise en œuvre de la Politique Nationale de Justice (PNJ). A ce titre, il est chargé notamment :

- de donner les orientations nécessaires pour la mise en œuvre des actions ;
- de valider les politiques, les standards, les indicateurs et les cibles proposés dans le cadre de la mise en œuvre de la PNJ et leurs actualisations périodiques ;
- d'approuver les différents plans triennaux et annuels de mise en œuvre de la PNJ et les budgets y afférents ;
- de promouvoir et suivre la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des plans d'actions sectoriels triennaux (PAST) ;
- d'assurer le suivi externe de l'exécution des PAST sur la base des rapports techniques et financiers ;
- de veiller au respect des chronogrammes d'exécution des actions programmées ;
- d'analyser leur niveau d'exécution et proposer des solutions aux éventuelles difficultés rencontrées ;
- d'approuver les rapports des évaluations réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des PAST ;
- de formuler des recommandations et toutes mesures correctives idoines pour la bonne mise en œuvre de la PNJ.

### **6.2. Secrétariat technique**

Considéré comme l'instance technique du comité de pilotage, le secrétariat technique du comité de pilotage est assuré par la direction des études et de la planification. Il est composé du secrétaire technique assuré par

le directeur des études et de la planification et des membres, représentés par les rapporteurs des groupes thématiques. Le secrétariat technique est chargé :

- de renseigner régulièrement les indicateurs et les cibles proposés dans le cadre de la mise en œuvre de la PNJ et leurs actualisations périodiques ;
- de produire les différents projets de plans triennaux et annuels de mise en œuvre de la PNJ ;
- de produire les budgets des sessions et des groupes thématiques ;
- de suivre la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des plans d'actions sectoriels triennaux (PAST) ;
- d'assurer le suivi interne de l'exécution des PAST sur la base des rapports techniques et financiers des groupes thématiques ;
- d'analyser leur niveau d'exécution et proposer des solutions aux éventuelles difficultés rencontrées ;
- de centraliser les rapports des évaluations réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des PAST ;
- de produire les rapports de mise en œuvre du PAST ;
- de transmettre les documents aux membres du comité de pilotage ;
- de proposer des suggestions et recommandations et toutes mesures correctives idoines pour la bonne mise en œuvre de la PNJ.

### 6.3. Groupes thématiques

Quatre (4) groupes thématiques (GT) sont constitués en fonction, d'une part des grands domaines d'activités de la justice, et d'autre part, des besoins en renforcement des capacités induits par la PNJ. Il s'agit notamment des groupes « affaires civiles et commerciales », « affaires pénales et pénitentiaires », « affaires administratives et sociales », « renforcement des capacités ».

Les membres du GT sont proposés par les premiers responsables des structures du Ministère de la justice et des structures partenaires concernées par les thématiques du groupe. Ils sont choisis parmi les cadres des structures opérationnelles ayant une responsabilité sur les activités du PAST. Ils doivent justifier de compétences leur permettant de reverser avec rigueur et esprit de suite, les préoccupations et les contributions de leur structure au sein des instances du dispositif de pilotage.

Les GT ont en charge de gérer les interrelations entre les activités participant à un même programme (ou un ensemble de programmes). Pour ce faire, ils constituent des espaces de partage de l'information et de recherche de solutions mobilisant les structures opérationnelles en charge des activités et l'ensemble des partenaires intéressés ou concernés par les thématiques.

Leurs tâches principales sont les suivantes :

- élaborer et adopter un programme de travail annuel ;
- préparer des projets de PAST dont ils ont la charge ;

- préparer le cadre de financement pour les programmes et composantes dont ils ont la charge ;
- suivre de la mise en œuvre des activités placées sous leur responsabilité directe notamment à travers la mise en commun des éléments d'exécution des activités par les structures opérationnelles, le partage d'expériences et la recherche de solutions aux problèmes rencontrés ;
- préparer des rapports périodiques destinés au comité de pilotage ;
- évaluer périodiquement leurs propres activités.

Les groupes thématiques se réunissent une fois par mois et chaque fois que de besoin sur les thématiques relevant de leur domaine. Leurs sessions sont sanctionnées par un compte rendu établi par le rapporteur. Le projet de compte rendu est soumis aux membres du groupe dans les sept (7) jours de la tenue de la réunion. Ceux-ci disposent d'un délai de trois (3) jours pour communiquer leurs observations au rapporteur.

Les présidents des groupes thématiques se réunissent au moins une fois par trimestre et chaque fois que de besoin pour une mise en cohérence des résultats de leurs travaux et pour préparer la session du comité de pilotage. Le secrétariat de ces sessions est assuré par le directeur des études et de la planification. Le processus d'élaboration des comptes rendus est similaire à celui des groupes thématiques. Le compte rendu est transmis au Garde des Sceaux, Ministre de la justice, président du Comité de pilotage dans les meilleurs délais.

Des arrêtés ministériels seront pris pour encadrer le dispositif et nommer les responsables. Des termes de référence seront également élaborés pour orienter le fonctionnement des groupes thématiques.

#### **6.4. Structures de mise en œuvre**

Les structures de mise en œuvre sont composées des structures internes du MJ, de celles de certains ministères et institutions, des représentants des collectivités territoriales, du secteur privé et de la société civile.

Chaque structure de mise en œuvre, devra créer une cellule composée des points focaux, membres des groupes thématiques pour un suivi permanent des activités du PAST dont elle est chef de file.

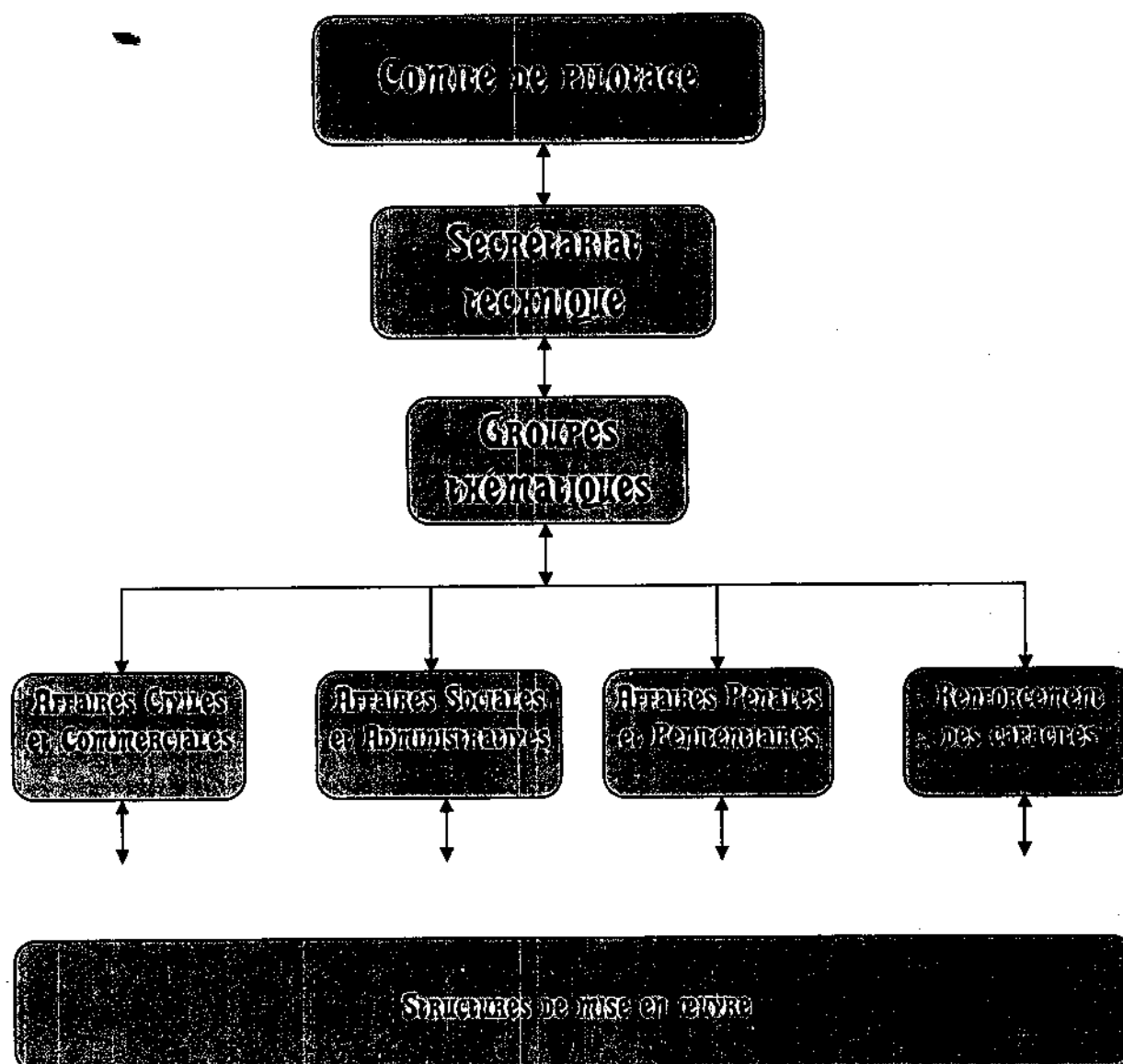


Tableau n°3

Niveau de suivi évaluation	Organes	Responsabilité	Périodicité
1	Comité de pilotage	Ministre de la justice, SG	Semestriel
2	Secrétariat technique	Directeur des études et de la planification	Trimestriel Mensuel
3	Groupe thématiques	Président de groupe	Mensuel Hebdomadaire
4	Structures de mise en œuvre	1 <sup>er</sup> responsables des structures	Hebdomadaire Permanent

Le suivi évaluation aboutira à la production et à la diffusion de rapports périodiques de mise en œuvre des actions du PAST 2010-2012.

## 8.5. ORGANIGRAMME DU DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI EVALUATION



## CONCLUSION

---

La mise en œuvre de la PNJ sera matérialisée par l'exécution de huit (8) Plans d'Actions Sectoriels Triennaux successifs et glissants annuellement sur la période 2010-2019. Ils permettront d'asseoir les fondements d'une justice (vision) conformément aux attentes des populations et de tous les acteurs du développement. Le premier PAST 2010 -2012 de la PNJ dont les ambitions portent sur la mise en place d'instruments pertinents et opérationnels de pilotage et de suivi évaluation permettra de consolider les acquis du PC-PANRJ, d'améliorer les conditions de travail des acteurs de la justice, de renforcer la production et la diffusion des services judiciaires et de rendre plus accessible la justice aux justiciables.

Pour ce faire, le pilotage, le suivi évaluation, les cadres de concertations sectorielles seront implémentés et renforcés au cours de la période, notamment par la création d'un comité de pilotage, des groupes thématiques et des cadres de concertation bilatéraux au niveau national et déconcentré.

Aussi, l'informatisation de la chancellerie, des juridictions et des établissements pénitentiaires permettrait de renforcer la performance de la justice et d'atteindre les objectifs nationaux en matière de développement durable.

La mesure de la performance se fera à partir de la production annuelle des statistiques judiciaires sur la base des données de la chancellerie, des juridictions et des établissements pénitentiaires. Ainsi, il sera produit annuellement l'annuaire statistique et le tableau de bord de la justice.

Par ailleurs, un cadre de résultats, élaboré sur la base des situations de référence et des cibles sur la période 2010-2012 de dix (10) indicateurs de résultats permettra de faire un suivi évaluation périodique de la réalisation des résultats et de l'atteinte des cibles.

En somme, sur la période 2010-2012, le coût des interventions des acteurs du secteur de la justice s'élève environ 36 milliards de francs CFA, soit une moyenne 18 milliards par an. Le financement du plan d'action sectoriel triennal 2010-2012 sera assuré par les ressources du budget de l'Etat à hauteur de 23 milliards de francs CFA sur la période. Le reste à hauteur de 13 milliards de francs CFA devrait être pris en charge par les contributions des partenaires techniques et financiers d'une part et celles du secteur privé et des organisations de la société civile dans une moindre mesure d'autre part.

## ANNEXES

---

**Annexe1** : Matrice de programmation (physique et financière) triennale

**Annexe2** : Cadre de résultats



## 1. Matrice de programmation (physique et financière) triennale

Codes activités	Désignation des activités à réaliser par programme et composante	Statut d'exécution /Paragraphe	Programmation Physique				Programmation Financière				Sources de financement	
			2010				2011					
			TP1	TP2	TP3	TP4	2010	2011	2012	Total PAST 2010-2012		
1.1	Programme 1.1 : Renforcement du professionnalisme des personnels judiciaires							859,74	666,34	635,09	2 161,17	-
1.1.1	Composante n°1 : Recrutement, gestion et formation des personnels judiciaires							677,24	427,09	399,59	1 503,92	-
1.1.1.1	Relire le Texte d'Orientat sur les Emplois Spécifiques du Ministère (IOES)	DRH, DGAJJ, DGGSP				X		3,75	-	-	3,75	A rechercher
1.1.1.2	Elaborer un plan de recrutement du personnel du ministère de la justice	DRH, DEP, DGGSP				X		3,75	-	-	3,75	A rechercher
1.1.1.3	Mettre en œuvre le plan de recrutement	SG, DRH					X	-	15,00	15,00	30,00	ETAT
1.1.1.4	Concevoir des critères d'enquête de moralité	DGAJJ, DGGSP				X	-	PM	-	-	-	A rechercher
1.1.1.5	Perfectionner la réalisation des enquêtes de moralité dès l'admission au concours	DRH, PJ, Gendarmerie Nat.					X	-	PM	PM	-	A rechercher
1.1.1.6	Elaborer un plan de carrière du personnel du ministère de la justice	DRH, DEP, DGAJJ, DGGSP				X	X	PM	10,00	10,00	20,00	A rechercher
1.1.1.7	Relire le texte sur les tenues et galons de la GSP	DGGSP			X			3,75	-	-	3,75	A rechercher
1.1.1.8	Elaborer et adopter un texte sur le règlement de discipline général de la GSP	DGGSP, SG			X			3,75	-	-	3,75	A rechercher
1.1.1.9	Assurer la visibilité de la GSP	DGGSP				X	X	10,00	10,00	10,00	30,00	ETAT
1.1.1.10	Actualiser le programme de formation initiale du personnel du ministère de la justice	DRH, ENAM, DGGSP				X	X	PM	5,00	-	5,00	ETAT
1.1.1.11	Réviser le plan de formation continue du ministère de la justice	DRH, DGAJJ, DEP, DGGSP, DGAP				X	X	PM	10,00	-	10,00	A rechercher
1.1.1.12	Mettre en œuvre le plan de formation continue	DEP/DRH	X	X	X	X	X	652,24	77,09	364,59	1 393,92	ETAT, ICF, MCA
1.1.1.13	Créer un institut national de formation aux métiers de justice	DGAJJ				X		-	-	-	-	ETAT *

Codes activités	Description des activités à mener par programme et composante	Séquence d'exécution /Paragraphes	Programmation Physique					Programmation Financière				Sources de financement	
			2010					2010-2012					
			T1	T2	T3	T4		2010	2011	2012	Total P.A.S.T. 2010-2012		
1.1.2	Composante n°2: Développement de la culture de l'excellence par les services judiciaires							51,00	51,00	112,50	269,75		
1.1.2.1	Elaborer et adopter une circulaire pour fixer les délais de traitement des dossiers	DGAJJ, PG, 1 <sup>er</sup> Président				X	-	-	-	-	-	ETAT	
1.1.2.2	Elaborer et adopter une circulaire pour fixer les délais de délivrance des actes de justice	DGAJJ, PG, 1 <sup>er</sup> Président				X	-	-	-	-	-	ETAT	
1.1.2.3	Elaborer des rapports trimestriels d'évaluation des délais de traitement des dossiers et actes de justice	DGAJJ, PG, DEP					X	X	-	-	-	ETAT	
1.1.2.4	Elaborer et adopter une circulaire pour instruire les chefs de juridictions à constituer par chambre, un groupe fonctionnel de travail fixe autour du magistrat (greffiers de chambres permanents)	DGAJJ				X	-	-	-	-	-	ETAT	
1.1.2.5	Institutionnaliser au niveau national des cadres bilatéraux de concertation (MJ-MATD, MJ- MPDH, MJ-MASSN, MJ-MSécu, MJ- MAECR, MJ-MEF, MJ-MDéf.)	SG				X	-	-	-	-	-	ETAT	
1.1.2.6	Tenir les cadres de concertation bilatéraux	MJ, SG MATD, MASSN, MD					X	X	-	-	-	ETAT	
1.1.2.7	Tenir annuellement une rencontre entre les procureurs et les OPJ	Cours d'appel					X	X	51,00	51,00	153,00	ETAT	
1.1.2.8	Institutionnaliser au niveau local des cadres de concertation multilatéraux (juridictions, établissements pénitentiaires, OPJ, OSC, Action sociale, Gouvernorats, haut-commissariat, mairies, etc.)	Cours d'appel			X		-	-	-	-	-	ETAT	
1.1.2.9	Tenir les cadres de concertation multilatéraux	Cours d'appel				X	X	X	-	50,50	50,50	101,00	A rechercher
1.1.2.10	Institutionnaliser un cadre de concertation entre le MJ et les OSC intervenant en milieu judiciaire	SG, DGAJJ				X			-	-	-	ETAT	
1.1.2.11	Tenir les cadres de concertation MJ-OSC	SG					X	X	-	1,00	1,00	2,00	A rechercher
1.1.2.12	Institutionnaliser un cadre de concertation entre magistrats du parquet, juges d'instruction et juges des chambres criminelles	Cour d'appel				X			-	-	-	ETAT	
1.1.2.13	Tenir les cadres de concertation entre magistrats du parquet, juges d'instruction et juges des	Cour d'appel					X	X	-	-	-	ETAT	

Codes activités	Designation des activités à mener par le programme et composante	Stratégie d'exécution /Pénitenciers	Programmation Pluri-annuelle				Programmation Pluri-annuelle				Total PAST 2010-2012	Sources de financement	
			2010				2010-2012						
			11	12	13	14	2010	2011	2012	2012			
	chambres criminelles												
1.1.2.15	Mettre en place (réhabiliter) un comité de concertation sur la revue burkinabé de droit	DGAJJ, UO				X				3,75	-	3,75	ETAT
1.1.2.16	Publier régulièrement la revue burkinabé de droit	DGAJJ, UO, DCPM						X		-	5,00	5,00	A rechercher
1.1.2.17	Définir un système de motivation pour le personnel judiciaire	CAB				X				-	-	-	ETAT
1.1.2.18	Mener une réflexion sur l'instauration de la démarche qualité au ministère de la justice	CAB, SG, DEP						X		-	5,00	5,00	A rechercher
1.1.3	Composante n°3 : Contrôle des services judiciaires									131,50	123,00	387,50	
1.1.3.1	Produire un recueil des textes réglementaires de contrôle	ITSJ, SG				X				5,00	-	5,00	A rechercher
1.1.3.2	Diffuser le recueil des textes réglementaires de contrôle	ITSJ, SG				X				10,00	-	10,00	A rechercher
1.1.3.3	Spécialiser les inspecteurs techniques dans les différents domaines de contrôle	ITSJ			X					PM	-	-	ETAT
1.1.3.4	Elaborer et utiliser un manuel de contrôle des juridictions	ITSJ				X				5,00	-	5,00	PAJJ
1.1.3.5	Inspecter régulièrement les Etablissements Pénitentiaires	ITSJ, DGAP, Juridictions, DGSP				X		X	X	25,00	25,00	75,00	A rechercher
1.1.3.6	Inspecter régulièrement les Parquets	PG				X		X	X	8,00	8,00	24,00	A rechercher
1.1.3.7	Inspecter régulièrement les cabinets d'instruction	Chambre d'accusation				X		X	X	8,00	8,00	24,00	A rechercher
1.1.3.8	Inspecter régulièrement les services de la chancellerie	ITSJ				X		X	X	PM	PM	-	ETAT
1.1.3.9	Inspecter régulièrement les juridictions	ITSJ				X		X	X	8,00	8,00	24,00	A rechercher
1.1.3.10	Superviser ou contrôler régulièrement l'activité de la police judiciaire	PF				X		X	X	24,00	24,00	72,00	A rechercher
1.1.3.11	Superviser ou contrôler régulièrement les centres d'état civil	PF				X		X	X	24,00	24,00	72,00	A rechercher
1.1.3.12	Superviser ou contrôler régulièrement l'activité des tribunaux départementaux/TA	TI/TGI				X		X	X	24,00	24,00	72,00	A rechercher <sup>4</sup>

Codes activités	Designation des activités et sous-programme et composante	Stratégie d'exécution /Partenaires	Prévisions financières 2016				Prévisions financières 2017				Total PASF 2010-2012	Sources de financement	
			2016				2017						
			TF1	TF2	TF3	TF4	2016	2017	2018	2019			
1.1.3.13	Suivre régulièrement l'activité des cabinets d'avocats	DGAJJ, PG				X		X	X	PM	1,00	2,00	A rechercher
1.1.3.14	Suivre régulièrement l'activité des cabinets d'huissiers	DGAJJ, PG				X		X	X	PM	0,50	1,00	A rechercher
1.1.3.15	Suivre régulièrement l'activité des cabinets de notaires	DGAJJ, PG				X		X	X	0,50	0,5	1,5	A rechercher
1.2	Programme 1.2 : Enracinement de l'indépendance de la Justice									0,50	15,00	98,50	
1.2.1	Composante n°1 : Restauration de la dignité du pouvoir judiciaire									0,50	15,00	95,00	
1.2.1.1	Améliorer la tenue des instances disciplinaires (CSM, conseil de discipline)	CAB				X		X	X	-	-	-	ETAT
1.2.1.2	Mener une réflexion pour la représentation du pouvoir judiciaire au sein du protocole d'Etat	DGAJJ				-		X		0,50	-	0,50	A rechercher
1.2.1.3	Réaliser une étude sur l'indépendance du pouvoir judiciaire	DEP, CAB, SG						X	X	PM	-	60,00	A rechercher
1.2.1.4	Mener une réflexion sur la faisabilité d'une mutuelle de santé de la justice	DEP, DRH, DAF, DGGSP, DGAJJ				X		X		PM	-	3,00	ETAT
1.2.1.5	Instituer une mutuelle de santé de la justice	SG, DRH						X		-	-	1,50	ETAT
1.2.1.6	Faire fonctionner la mutuelle de santé de la justice	SG, DRH, DAF, DGGSP						X	X	-	15,00	30,00	ETAT
1.2.2	Composante n°2 : Renforcement du Conseil supérieur de la magistrature (CSM)									-	-	3,50	
1.2.2.1	Relire la loi portant organisation et fonctionnement du CSM	DGAJJ				-		X	-	-	-	3,50	ETAT
1.3	Programme 1.3 : Amélioration des conditions de travail de la Justice											6 427,10	
1.3.1	Composante n°1 : Augmentation des moyens de travail des services judiciaires									764,52	2 989,12	5 039,10	
1.3.2	Elaborer annuellement un plan d'équipement du ministère de la Justice	DAF, DEP, PRM				X		X	X	2,00	2,00	6,00	ETAT

Codes activités	Designation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programme Physique								Programme Financière				Sources de financement
			2010				2011	2012	2010	2011	2012	Total PAST 2010-2012			
			T1	T2	T3	T4									
1.3.3	Exécuter le plan d'équipement	DAF, DEP, PRM						X	X	PM	1 751,46	1 296,12	3 047,58	ETAT	
1.3.4	Elaborer annuellement un plan d'investissement du ministère de la Justice	DAF, DEP						X	X	PM	1,00	1,00	2,00	ETAT	
1.3.5	Exécuter le plan d'investissement	DAF, DEP						X	X	PM	PM	PM	-	ETAT	
1.3.6	Exécuter le plan de passation des marchés du ministère de la justice, gestion 2010	DAF, PRM	X	X	X	X				733,52	-	-	733,52	ETAT	
1.3.7	Réaliser une étude architecturale du siège du ministère de la justice (chancellerie)	DEP, DAF					X			-	200,00	-	200,00	ETAT	
1.3.8	Construire le siège du ministère de la justice (chancellerie (tranche 1))	DAF, PRM							X	-	-	1 000,00	1 000,00	ETAT	
1.3.9	Réaliser une étude architecturale du poste de commandement de la GSP	DAF, PRM					X			-	50,00	-	50,00	ETAT	
1.3.10	Créer et alimenter un fonds d'équipement au profit du ministère de la justice	DEP, DAF				X	X	X		-	PM	PM	-	ETAT	
1.3.2	Composante n°2 : Promotion des TIC au sein du secteur									29,00	669,00	690,00	1 388,00		
1.3.2.2	Créer un intranet au ministère de la justice	DEP, DCPM							X	-	-	-	-	ETAT	
1.3.2.3	Mettre en réseau les structures centrales du MJ	DEP, DAF					X			-	65,00	-	65,00	A rechercher	
1.3.2.4	Informatiser la chaîne commerciale des TC de Ouaga et Bobo	DEP, DAF				X				PM	-	-	-	ETAT	
1.3.2.5	Mettre en place une chaîne pénale, civile, sociale et administrative au TGI de Ouaga	DGAJJ, MPTIC					X			-	154,00	-	154,00	A rechercher	
1.3.2.6	Informatiser la chaîne pénale, civile, sociale et administrative	DGAJJ, MPTIC							X	PM	PM	PM	PM	A rechercher	
1.3.2.7	Créer un réseau de transmission haute fréquence pour la GSP	DGGSP					X	X		-	175,00	175,00	350,00	ETAT	
1.3.2.8	Assurer la sécurité des données existantes au niveau de la chancellerie, des juridictions et des établissements pénitentiaires	DEP, DAF				X	X	X		15,00	15,00	15,00	45,00	A rechercher	
1.3.2.9	Finaliser le réseau informatique de la Cour d'appel de Ouagadougou	DEP				X				14,00	-	-	14,00	A rechercher	
1.3.2.10	Elaborer un schéma directeur informatique (SDI)	DEP				X	X			PM	10,00	-	10,00	A rechercher	
1.3.2.11	Mettre en œuvre le SDI	DEP					X	X	X	-	250,00	500,00	750,00	A rechercher	



Codes activités	Designation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programmation Physique					Programmation Financière			Sources de financement		
			2010				2011	2012	2010	2011		2012	Total PAST 2010-2012
			11	12	13	14							
1.4	Programme 1.4 : Réforme du dispositif juridique et judiciaire							21,25	21,75	50,00	93,00		
1.4.1	Composante n°1 : Lutte contre l'insécurité législative et judiciaire							3,75	3,75	50,00	57,50		
1.4.1.1	Réaliser une étude diagnostique du dispositif législatif	DEP, DGAJJ, SGG-CM					X	-	-	50,00	50,00	ETAT	
1.4.1.2	Relire les textes régissant les frais de justice criminelle	DGAJJ			X	X		PM	3,75	-	3,75	ETAT	
1.4.1.3	Appliquer les textes sur les frais de justice criminelle	DGAJJ, Cour d'Appel			X	X	X	-	-	-	-	ETAT	
1.4.1.4	Relire les textes régissant les frais pour significations en matière pénale	DGAJJ, PG			X			-	-	-	-	ETAT	
1.4.1.5	Relire les textes portant attribution, organisation et fonctionnement des juridictions administratives	DGAJJ, Conseil d'Etat			X			3,75	-	-	3,75	A rechercher	
1.4.2	Composante n°2 : Réforme de l'organisation judiciaire							-	18,00	-	18,00		
1.4.2.1	Créer une cour d'appel administrative	DGAJJ, CE		X	X			-	-	-	-	ETAT	
1.4.2.2	Faire fonctionner la cour d'appel administrative	DGAJJ				X	X	-	PM	PM	PM	ETAT	
1.4.2.3	Créer un tribunal de conflits	DGAJJ, CCass, CE		X	X			-	-	-	-	ETAT	
1.4.2.4	Faire fonctionner le tribunal de conflits	DGAJJ				X	X	-	PM	PM	PM	ETAT	
1.4.2.5	Mener une réflexion en vue de la création de pôles financiers au près des parquets des TGI de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	DGAJJ				X		-	-	-	-	ETAT	
1.4.2.6	Créer un corps des magistrats de l'ordre administratif	DGAJJ					X	-	-	-	-	ETAT	
1.4.2.7	Organiser un voyage d'étude sur la spécialisation des professions judiciaires	DGAJJ					X	-	15,00	-	15,00	A rechercher	
1.4.2.8	Créer deux TGI dans le ressort des TGI de Ouaga et Tenkodogo	DGAJJ				X	X	-	-	-	-	ETAT	
1.4.2.9	Mettre en place la chambre de discipline budgétaire de la cour des comptes	Cour des comptes, DGAJJ			X			-	-	-	-	ETAT	
1.4.2.10	Relire la loi organique n°014-2000/AN, portant composition, attribution, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et	Cour des comptes, DGAJJ		X	X			PM	3,00-	-	3,00	Cour des comptes	

Codes activités	Désignation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programmation Physique					Programmation Financière				Sources de financement		
			2010				2011	2010	2011	2012	Total PAST 2010-2012			
			T1	T2	T3	T4								
	procédure applicable devant elle													
1.4.3	Composante n°3 : Promotion de la coopération judiciaire													
1.4.3.1	Nommer les membres de la CONHADA ;	CAB, DGAJJ		X										ETAT
1.4.3.2	Faire fonctionner la CONHADA.	DGAJJ				X								ETAT
1.4.3.3	Finaliser un accord de coopération judiciaire avec le Maroc	DGAJJ	X											ETAT
1.4.3.4	Elaborer un recueil des conventions ratifiées par le Burkina Faso	DGAJJ, MAECR, MATD, MBDHP, MRP/MAEP, MPDH				X							17,50	A rechercher
1.5	Programme 1.5 : Réhabilitation du Sceau de l'Etat													
1.5.1	Réaliser une étude sur le sceau	DGAJJ					X			10,00		10,00		A rechercher
1.5.2	Mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur le sceau	DGAJJ						X					10,00	A rechercher
1.5.3	Créer une structure en charge des sceaux de l'Etat	DGAJJ	X											ETAT
Avec stratégie 1.5 : Développer les capacités techniques des structures centrales														
2.1	Programme 2.1 : Développement des capacités managériales									213,00		108,00		425,60
2.1.1	Composante n°1 : Renforcement des capacités techniques des structures centrales													
2.1.1.1	Améliorer le recrutement des ressources humaines des directions centrales	SG, DRH	X	X	X	X				PM	PM	PM		ETAT
2.1.1.2	Améliorer la formation des ressources humaines des directions centrales	SG, DRH	X	X	X	X				PM	PM	PM		ETAT
2.1.2	Composante n°2 : Amélioration du système de programmation et de suivi évaluation													
2.1.2.1	Tenir les Assemblées générales au niveau de chaque direction	SG,DG, DC		X	X	X	X							ETAT
2.1.2.2	Tenir les Assemblées générales au niveau de	Chefs de				X	X							ETAT

Catégorie	Présentation des activités à mener par	Structure	Programme Physique					Programme Financier					Sources de financement		
			2010					2011							
			2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total PAST			
	chaque juridiction (hors AG statutaire)	juridiction													
2.1.2.3	Tenir les Assemblées générales au niveau de chaque établissement pénitentiaire	Régisseurs			X	X	X							-	ETAT
2.1.2.4	Opérationnaliser un logiciel de suivi évaluation des projets et programmes	DEP				X	X							1,00	ETAT
2.1.2.5	Opérationnaliser le logiciel de gestion du personnel	DRH	X	X	X	X	X	1,50	0,50	0,50				2,50	ETAT
2.1.2.6	Mettre à jour le logiciel de gestion de la formation	DRH				X	X	-	-	-				-	ETAT
2.1.2.7	Concevoir un logiciel de gestion des stocks, des archives et de la documentation	DEP				X	X	-	3,00	-				3,00	ETAT
2.1.2.8	Opérationnaliser (relancer) le logiciel de gestion des détenus	DGAP, DGGSP				X	X	-	60,00	-				60,00	A rechercher
2.1.2.9	Désigner les membres des groupes thématiques (président, rapporteurs et points focaux)	DEP	X					-	-	-				-	ETAT
2.1.2.10	Tenir les rencontres des groupes thématiques	DEP, CAB	X	X	X	X	X	15,00	50,00	50,00				50,00	ETAT
2.1.2.11	Mettre en place le comité de pilotage de la PNJ	SG		X				-	-	-				-	ETAT
2.1.2.12	Tenir les sessions du comité de pilotage	SG, DEP	X		X	X	X	10,00	10,00	10,00				10,00	ETAT
2.1.2.13	Diffuser largement la PNJ et le PAST	DEP		X	X	X	X	10,00	-	-				10,00	ETAT
2.1.2.14	Effectuer des tournées de sensibilisation et de présentation du document de la PNJ	DEP			X	X	X	5,60	10,00	-				-	ETAT
2.1.2.15	Effectuer des missions de suivi-évaluation	DEP, CAB, SG, DAF			X	X	X	3,00	5,00	5,00				5,00	ETAT
2.1.2.16	Elaborer des rapports périodiques sur l'activité du secteur de la justice	DEP			X	X	X	2,50	2,50	2,50				2,50	A rechercher
2.1.2.17	Elaborer et diffuser le rapport annuel de la justice	DEP			X	X	X	-	-	-				-	ETAT
2.1.2.18	Elaborer annuellement les PAST de la PNJ	DEP			X	X	X	7,00	7,00	7,00				7,00	ETAT
2.1.3	Composante n°3 : Consolidation de la programmation budgétaire							35,00	17,00	17,00				69,00	
2.1.3.1	Réorganiser les travaux du comité de programmation budgétaire (CDMT, budget programme)	DAF, DEP	X					-	-	-				-	ETAT

Structure			Programme Physique			Programme Financière			Sources de	
			2010							
2.1.3.2	Elaborer annuellement un rapport du CDMT	DAF	X	X		X	7,00	7,00	21,00	ETAT
2.1.3.3	Elaborer un budget programme expérimental	DAF			X	X	10,00	10,00	30,00	ETAT
2.1.3.4	Elaborer des rapports trimestriels de l'exécution du budget	DAF		X	X	X	PM	PM	-	ETAT
2.1.3.5	Elaborer des rapports trimestriels sur l'exécution du plan de passation des marchés	PRM		X	X	X	PM	PM	-	ETAT
2.1.3.6	Mener une réflexion sur la rationalisation des crédits délégués	DAF		X	X	X	PM	PM	-	ETAT
2.1.3.7	Réaliser une étude sur l'optimisation du recouvrement des recettes du ministère de la justice	DEP, PS, DAF, DGAJJ		X			18,00	-	18,00	MEF/DGTCP/RG
2.1.3.8	Mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur le recouvrement des recettes du ministère de la justice	PS, DGAJJ			X	X	-	-	-	ETAT
2.1.3.9	Créer et faire fonctionner des services administratifs et financiers (SAF) dans les cours d'appel de Ouaga et Bobo	DRH, DAF			X	X	-	-	-	ETAT
2.1.4.0	Composante n°4 : Réorganisation des structures administratives						15,00	45,00	75,00	
2.1.4.1	Elaborer et adopter un code de l'organisation judiciaire	CAB, DGAJJ, DEP			X	X	PM	15,00	15,00	A rechercher
2.1.4.2	Décrire les postes de travail pour les directions centrales et générales du ministère de la justice	DEP, DRH			X	X	PM	15,00	15,00	A rechercher
2.1.4.3	Elaborer des manuels de procédures pour les directions centrales et générales du ministère de la justice	DEP, DRH			X	X	15,00	15,00	45,00	A rechercher
2.2	Programme 2.2 : Production et exploitation des statistiques judiciaires						31,50	46,75	98,75	
2.2.1	Composante n°1 : Renforcement de la production statistique						31,50	40,75	86,75	
2.2.1.1	Réformer les sources de données statistiques (registres, répertoires)	DEP	X	X			12,00	-	12,00	Projet ARC-SSN
2.2.1.2	Organiser des rencontres pour prendre en compte les statistiques sectorielles (MSécu, MDéf, MATD MABCR)	DEP			X	X	PM	PM	-	ETAT *



Codes activités	Désignation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programmation Physique					Programmation Financière				Sources de financement			
			2010				2011	2012	2010	2011	2012		Total PAF 2010-2012		
			T1	T2	T3	T4									
		DGGSP,DGAP													
3.1.1.3	Construire une prison de haute sécurité à Bobo- Dioulasso	DAF, PRM, DEP, DGGSP, DGAP	X	X	X	X	X	X	-	175,00	1 425,00	1 600,00		ETAT	
3.1.1.4	Equiper la prison de haute sécurité de Bobo- Dioulasso	DAF, PRM, DEP, DGGSP, DGAP	X	X	X	X			-	-	-	-		ETAT	
3.1.1.5	Poursuivre le programme d'extension des établissements pénitentiaires	DAF, PRM, DEP, DGGSP, DGAP	X	X	X	X	X	X	434,00	660,00	540,00	1 634,00		ETAT	
3.1.1.6	Poursuivre le programme de construction de TGI	DAF, PRM, DEP, DGAJJ	X	X	X	X	X	X	240,00	330,00	570,00	1 140,00		ETAT	
3.1.1.7	Poursuivre le programme de construction des Tribunaux de commerce	DAF, PRM, DEP, DGGSP	X	X	X	X	X	X	240,00	300,00	-	540,00		ETAT	
3.1.1.8	Poursuivre le programme de construction des établissements pénitentiaires	DAF, PRM, DEP, DGGSP	X	X	X	X	X	X	240,00	630,00	-	870,00		ETAT	
3.1.1.9	Construire la Cour d'Appel administrative à Ouaga	DAF, PRM, DEP, DGGSP	X	X	X	X	X	X	-	60,00	740,00	800,00		ETAT	
3.1.1.10	Poursuivre le programme de réfection de TGI et de établissements pénitentiaires	DAF, PRM, DEP, DGGSP	X	X	X	X	X	X	250,00	200,00	210,00	660,00		ETAT	
3.1.1.11	Poursuivre le programme de construction de logements (plus clôture) pour magistrats	DAF, PRM, DEP, DGAJJ	X	X	X	X	X	X	100,00	110,00	95,00	305,00		ETAT	
3.1.1.12	Construire une troisième cour d'appel à Fada	DAF, PRM, DEP			X	X	X	X	400,00	800,00	-	1 200,00		ETAT	
3.1.1.13	Rendre fonctionnels les tribunaux de commerce (activités complémentaires)	DGAJJ, DEP	X	X	X	X	X	X	1 195,80	789,25	-	1 985,05		ICF	
3.1.1.14	Réaliser des études architecturales pour les centres d'accueil des mineurs en conflit avec la loi à Ouaga et Bobo	DAF, PRM, DEP							-	-	-	-		ETAT	
3.1.1.15	Construire et équiper des centres d'accueil des mineurs en conflit avec la loi à Ouaga et Bobo	DAF, PRM, DEP						X	-	-	190,00	190,00		A rechercher	
3.1.1.16	Réaliser une étude architecturale pour un institut national de formation aux métiers de justice	DEP							-	-	100,00	100,00		A rechercher	
3.1.1.17	Construire l'institut national de Formation des métiers de justice	DAF, PRM, DEP						X	-	-	2 500,00	2 500,00		ETAT	

Codes activités	Désignation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programme Physique					Programme Financier				Sources de financement	
			2010					2010	2011	2012	Total PASI 2010-2012		
			I1	I2	I3	I4	I5						
3.1.1.18	Définir un plan architectural type de construction des juridictions (TGI)	DEP, DGAJJ					X			15,00	-	15,00	A rechercher
3.1.1.19	Définir un plan architectural type de construction des logements administratifs	SG, CE, DEP, DAF					X		-	5,00	-	5,00	A rechercher
3.1.1.20	Définir un plan architectural type de construction des établissements pénitentiaires	DEP, DGGSP, DGAP					X		-	15,00	-	15,00	A rechercher
3.1.1.21	Définir un plan architectural type de construction des cellules de garde à vue	MPDH, PF, MASSN, MSécu., DEP					X		-	15,00	-	15,00	A rechercher
3.1.2	Composante n°2 : Rationalisation de l'affectation du personnel								-	-	-	-	
3.1.2.1	Définir des normes de fonctionnement pour les juridictions en termes d'effectif	DRH, DGAJJ					X		-	-	-	-	ETAT
3.1.2.2	Définir des normes de fonctionnement pour les établissements pénitentiaires en termes d'effectif	DRH, DGGSP					X		-	-	-	-	ETAT
3.1.2.3	Définir des critères d'affectation du personnel judiciaire	DRH, SG				X			-	-	-	-	ETAT
3.1.3	Composante n°3 : Promotion de la justice de proximité								2,50	25,00	27,50	55,00	
3.1.3.1	Mener une réflexion sur la dynamisation des TD/TA	DGAJJ, DEP				X			-	-	-	-	ETAT
3.1.3.2	Instituer des cadres de concertation entre TGI et membres des TD/TA	DGAJJ, DEP				X			-	-	-	-	ETAT
3.1.3.3	Tenir les cadres de concertation entre TGI et membres des TD/TA	Cour d'appel, MATD					X	X		20,00	20,00	40,00	ETAT
3.1.3.4	Mener une réflexion sur la prise en charge des membres des TD et TA	DEP, DAF, DGAJJ				X			PM	-	-	-	ETAT
3.1.3.5	Relancer les audiences foraines au niveau des TGI	TGI, DAF				X	X	X	2,50	5,00	7,50	15,00	MCA
3.2	Programme 3.2 : Accessibilité auxiliaires de justice								-	12,50	15,00	27,50	
3.2.1	Composante n°1 : Planification du recrutement								-	8,75	5,00	13,75	
3.2.1.1	Relire les statuts des notaires et des huissiers	DGAJJ				X			-	-	-	-	ETAT
3.2.1.2	Réaliser un plan de recrutement des avocats, huissiers et notaires	DRH, DGAJJ, instances ordinaires					X		-	3,75	-	3,75	ETAT

Codes activités	Désignation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programmation Physique					Programmation Financière			Sources de financement	
			2010				2011	2012	2010	2011		Total PAST 2010-2012
			11	12	13	14						
3.2.1.3	Mettre en œuvre le plan de recrutement	DRH, DGAJJ, instances ordinales						X	-	5,00	10,00	Instances Ordinales
3.2.2	Composante n°2 : Qualification des auxiliaires de justice								-	3,75	13,75	
3.2.2.1	Concevoir un programme de formation initiale pour les auxiliaires de justice	Instances ordinales, DGAJJ					X		-	-	3,75	Instances Ordinales
3.2.2.2	Mettre en œuvre le programme de formation initiale des auxiliaires de justice	Instances ordinales, DGAJJ						X	-	10,00	10,00	Instances Ordinales
3.3	Programme 3.3 : Accessibilité financière								-	510,00	1 010,00	
3.3.1	Composante n°1 : Assistance judiciaire aux personnes défavorisées								-	500,00	1 000,00	
3.3.2	Elaborer les textes d'application du décret n°2001-593 du 6 novembre 2001 portant organisation de l'assistance judiciaire	CAB, DGAJJ				X			-	-	-	ETAT
3.3.3	Mettre en place un fonds d'assistance judiciaire	DGAJJ, DAF					X		-	PM	-	ETAT
3.3.4	Alimenter annuellement le fonds d'assistance judiciaire	DGAJJ, DAF					X	X	-	500,00	1 000,00	ETAT
3.3.2	Composante n°2 : Renforcement de la contribution du secteur de la justice au développement du secteur privé								-	10,00	10,00	
3.3.2.1	Prendre une circulaire instruisant les greffiers en chef à appliquer la nouvelle tarification des actes de justice	SG		X					-	-	-	ETAT
3.3.2.2	Informatiser et rendre fonctionnel le fichier national du RCCM	DGAJJ, ICF, DEP				X			-	-	-	ETAT
3.3.2.3	Organiser un atelier de réflexion sur la spécialisation du RCCM	DGAJJ, CONHADA					X		-	5,00	5,00	A rechercher
3.3.2.4	Organiser une table ronde entre la justice et le monde des affaires	DGAJJ, CONHADA					X		-	5,00	5,00	A rechercher
3.3.2.5	Renforcer le contrôle des obligations de déclaration au RCCM	DGAJJ, CONHADA					X	X	PM	PM	-	ETAT
3.3.2.6	Participer à la relecture du code des investissements pour le rendre conforme aux dispositions de l'OHADA	MEF, M.C, DGAJJ, CONHADA							PM	PM	-	ETAT



Codes activités	Désignation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programmation Physique						Programmation Financière				Sources de financement
			2010			2011	2012	2010	2011	2012	Total PAST 2010-2012		
			T1	T2	T3								
3.3.2.7	Prendre un texte pour fixer les délais de traitement des actes de justice en matière commerciale	DGAJJ, CONHADA			X			PM	PM	PM	PM	PM	ETAT
Annexe 1 : Programme de l'accessibilité psychologique à la justice													
4.1	Programme 4.1 : Accessibilité à l'information juridique et judiciaire							89,7	117,5	107,00	314,20		
4.1.1	Composante n°1 : Promotion de l'information juridique et judiciaire générale							52,7	80,00	77,00	209,70		
4.1.1.1	Mettre en œuvre le plan de communication du ministère de la justice	DCPM	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	-	ETAT	
4.1.1.2	Réaliser des émissions télé sur des questions juridiques et judiciaires	DGAJJ, DGAP, DCPM, Chefs de juridictions, RTB, Canal 3	X	X	X	X	X	30,00	15,00	15,00	60,00	A rechercher	
4.1.1.3	Réaliser des émissions radio sur des questions juridiques et judiciaires	DCPM, chefs de juridiction, régisseurs, RTB, radio locale	X	X	X	X	X	-	10,00	10,00	20,00	A rechercher	
4.1.1.4	Diffuser les chroniques judiciaires	DCPM			X	X	X	0,70	3,00	-	3,70	A rechercher	
4.1.1.5	Organiser les journées portes ouvertes sur la justice (juridiction, établissements pénitentiaires, chancellerie)	DCPM, DAF	X			X	X	20,00	50,00	50,00	120,00	ETAT * PAIJ	
4.1.1.6	Mener une réflexion de réforme du journal Just'Info	DCPM			X			PM	PM	PM	-	ETAT	
4.1.1.7	Publier régulièrement le journal Just'Info	DCPM	X		X	X	X	2,00	2,00	2,00	6,00	ETAT	
4.1.1.8	Diffuser les décisions des hautes cours	DCPM, CC, CE, C.Cass			X	X	X	-	-	-	-	ETAT	
4.1.2	Composante n°2 : Promotion de l'information juridique et judiciaire personnalisée							37,00	37,5	30,00	104,50		
4.1.2.1	Réaliser une étude de faisabilité des guichets d'information dans les juridictions	DEP, DAF			X			7,00	-	-	7,00	ETAT	
4.1.2.2	Mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur les guichets d'information dans les juridictions	DCPM, DGAJJ, DRH, DAF			X	X	X	30,00	30,00	30,00	90,00	A rechercher	

Codes activités	Désignation des activités à réaliser par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programme Physique					Programme Financière				Sources de financement	
			2010				2011	2012	2010	2011	2012		Total PAST 2010-2012
			I1	I2	I3	I4							
4.1.2.3	Appuyer les centres d'écoute et les boutiques de droit (MASSN, MBDH, MPDH)	DGAJJ				X	X	X	PM	PM	PM	-	A rechercher
4.1.2.4	Réaliser une étude diagnostique de l'assistance sociale au sein des juridictions	DEP, DGAP, DGAJJ				X	X		-	7,50	-	7,50	ETAT
4.2	Programme 4.2 : Crédibilisation de la Justice								13,00	51,00	15,00	79,00	
4.2.1	Composante n°1 : Transparence des procédures								12,00	13,00	14,00	39,00	
4.2.1.1	Organiser des conférences de presse sur des questions d'actualité	DCPM, DGAJJ, Chefs de juridictions				X	X	X	5,00	5,00	5,00	15,00	ETAT
4.2.1.2	Elaborer et diffuser des brochures sur certaines procédures et certains actes de justice	DCPM,DGAJJ				X	X	X	3,00	4,00	5,00	12,00	A rechercher
4.2.1.3	Installer des panneaux dans chaque juridiction indiquant aux justiciables le coût et les délais d'établissement des actes de justice	DCPM					X	X	4,00	4,00	4,00	12,00	A rechercher
4.2.2	Composante n°2 : Prévention des actes de corruption								1,00	38,00	1,00	40,00	
4.2.2.1	Organiser des campagnes de sensibilisation sur la corruption à l'endroit de la population	DCPM, ASCE, RENLAC	X	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	-	ETAT
4.2.2.2	Organiser une enquête de perception sur le délit d'apparence	DEP, DGAJJ, SG, ASCE				X	X		-	30,00	-		ETAT
4.2.2.3	Pénaliser le délit d'apparence	DGAJJ, ASCE				X	X		PM	PM	PM	-	ETAT
4.2.2.4	Internaliser la convention des Nations Unies et celle de l'Union Africaine sur la corruption	DGAJJ, DGGSP, DGAP					X		-	-	-	-	ETAT
4.2.2.5	Elaborer et diffuser un recueil des mauvaises pratiques	DGAJJ, DGGSP, DGAP				X	X	X	-	7,00	-	7,00	A rechercher
4.2.2.6	Opérationnaliser le numéro vert de la justice "80 00 11 50"	ITSJ, SG		X	X	X	X	X	1,00	1,00	1,00	3,00	ETAT
4.3	Programme 4.3 : Promotion des modes alternatifs de règlements des différends								-	-	-	-	
4.3.1	Relire le code de procédure pénale pour y intégrer la médiation pénale	DGAJJ, DGAP				X	X	X	PM	PM	PM	-	ETAT
4.3.2	Appuyer la mise en place d'une structure spécifique chargée de la défense des enfants	DGAJJ, DGAP, MASSN					X		PM	PM	PM	-	ETAT

Codes activités	Désignation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programme Physique						Programme Financière			Sources de financement	
			2010				2011	2012	2010	2011	2012		Total PAS 2010-2012
			T1	T2	T3	T4							
ANALYSE STRATÉGIQUE DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES													
5.1	Programme 5.1 : Amélioration du fonctionnement de la justice pénale								38,5	45,00	2,00	85,50	
5.1.1	Composante n°1 : Réforme du droit pénal								38,50	20,00	-	58,50	
5.1.1.1	Relire les textes sur les frais de justice criminelle	CNC, DGAJJ, DAF, PS				X			3,75	-	-	3,75	ETAT
5.1.1.2	Relire le code pénal	CNC, DGAJJ				X			23,75	10,00	-	33,75	PACDE
5.1.1.3	Relire le code de procédure pénale	CNC, DGAJJ					X		-	10,00	-	10,00	ETAT
5.1.1.4	Relire le code des personnes et de la famille	DGAJJ, MASSN				X			10,00	-	-	10,00	A rechercher
5.1.1.5	Adopter un code de protection des enfants	DGAJJ, MASSN				X			1,00	-	-	1,00	ETAT
5.1.2	Composante n°2 : Renforcement de la police judiciaire et des juridictions pénales								-	15,00	-	15,00	
5.1.2.1	Elaborer une stratégie criminelle	DGAP, DGAJJ					X		-	15,00	-	15,00	ETAT
5.1.2.2	Elaborer annuellement une note d'orientation pénale	CAB, DGAJJ			X		X	X	-	-	-	-	ETAT
5.1.2.3	Relire le code de procédure pénale (procédure applicable devant la chambre criminelle)	CNC, DGAJJ, CA				X	X	X	PM	PM	PM	-	ETAT
5.1.3	Composante n°3 : Lutte contre la détention abusive et la surpopulation carcérale								-	10,00	2,00	12,00	
5.1.3.1	Mener une réflexion sur la détention préventive	DGAP, DGGSP				X			PM			-	ETAT
5.1.3.2	Réaliser un film documentaire sur les peines alternatives (TIG, etc.)	DCPM					X		-	10,00	-	10,00	A rechercher
5.1.3.3	Diffuser le film documentaire sur les peines alternatives à l'emprisonnement (TIG, etc.)	DCPM						X	-	-	2,00	2,00	A rechercher
5.1.3.4	Sensibiliser les structures d'accueil des tégistes	DCPM, DGAP				X	X	X	PM	PM	PM	-	ETAT
5.2	Programme 5.2 : Renforcement de l'efficacité de l'administration pénitentiaire								675,34	992,41	1 162,01	2 829,76	
5.2.1	Composante n°1 : Amélioration de la gestion des établissements pénitentiaires								-	3,75	-	3,75	
5.2.1.1	Relire le Kiti 103 portant réglementation pénitentiaire	DGAP, DGGSP					X		-	3,75	-	3,75	ETAT

Codes activités	Désignation des activités à inscrire par programme et composante	Stratégie d'exécution /Partenaires	Programmation Physique						Programmation Financière				Sources de financement
			2010				2011	2012	2013	2014	2015	Total PASF 2010-2015	
			T1	T2	T3	T4							
5.2.2	Composante n°2 : Promotion et protection des droits des détenus								455,34	559,16	482,51	1 497,01	
5.2.2.1	Prendre des mesures pour faciliter la communication avec les détenus des établissements pénitentiaires de Ouaga et Bobo	DGAJJ, DGGSP, DGAP			X	X	X		PM	PM	PM	-	ETAT
5.2.2.2	Traduire et diffuser les dépliants, guides et supports sur les peines alternatives à l'emprisonnement en langues nationales et en anglais	DGAP, DGAJJ			X	X	X		10,00	5,00	5,00	20,00	UNICEF
5.2.2.3	Elaborer des dépliants (guides) pour l'information des détenus	DGAP, DCPM			X	X	X		1,00	1,00	1,00	3,00	UNICEF
5.2.2.4	Elaborer et diffuser des supports audio visuels pour l'information des détenus en particulier pour les femmes et les mineurs	DGAP, DCPM			X	X	X		0,50	0,50	0,25	1,25	UNICEF
5.2.2.5	Mener une réflexion sur la contractualisation de la restauration dans les établissements pénitentiaires de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	DEP, DAF, DGAP, DGGSP				X			-	PM	-	-	ETAT
5.2.2.6	Organiser des séances d'alphabétisation des détenus en particulier les mineurs et femmes	DGAP, FONAEF			X	X	X		3,00	3,00	3,00	9,00	UNICEF
5.2.2.7	Construire des salles polyvalentes dans les établissements pénitentiaires	DAF, DGAP, DGGSP				X	X		-	30,00	30,00	60,00	A rechercher
5.2.2.8	Equiper des salles de classes dans chaque établissement pénitentiaire	DGAP				X	X		5,00	5,00	5,00	15,00	UNICEF
5.2.2.9	Prendre en charge les frais des encadreurs pour la formation des mineurs et femmes privés de liberté	DGAP				X	X		-	5,00	5,00	10,00	UNICEF
5.2.2.10	Construire des abris et installer des moulins dans chaque établissement pénitentiaire	DGAP			X	X	X		11,50	11,50	11,50	34,50	PAIJ
5.2.2.11	Construire des cuisines dans chaque établissement pénitentiaire	DGAP			X	X	X		26,00	12,50	12,50	51,00	PAIJ
5.2.2.12	Equiper les cuisines dans chaque établissement pénitentiaire	DGAP			X	X	X		10,00	5,00	5,00	20,00	ETAT/UNICEF
5.2.2.13	Adopter un arrêté interministériel sur l'entretien des détenus	DGAP, MEF, MPDH, M.Santé			X				-	-	-	-	ETAT
5.2.2.14	Relire l'arrêté portant définition de la ration alimentaire des détenus	DGAP				X			-	-	-	-	ETAT

Codes activités	Designation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programmation Physique						Programmation Financière				Sources de financement
			2000				2010	2012	2014	2016	2017	Total PAS-L 2010-2017	
			T1	T2	T3	T4							
5.2.2.15	Construire une aire de promenade pour les détenus dans chaque établissement pénitentiaire	DEP	X	X	X		30,34			-	-	30,34	PAIJ
5.2.2.16	Mettre en place des infirmeries dans les établissements pénitentiaires	DGAP, MSanté			X	X	20,00	X		20,00	20,00	60,00	A rechercher
5.2.2.17	Conclure un contrat de réhabilitation et de maintenance des châteaux d'eau et forages dans les établissements pénitentiaires	DAF, MSanté			X	X	-	X		20,00	20,00	40,00	A rechercher
5.2.2.18	Construire des châteaux d'eau dans les établissements pénitentiaires	DGAP			X	X	128,00	X		66,00	57,00	251,00	ETAT
5.2.2.19	Construire des forages dans les établissements pénitentiaires	DGAP			X	X	37,50	X		36,00	-	73,50	ETAT
5.2.2.20	Assurer l'hygiène dans les maisons d'arrêt et de correction	DGAP			X	X	87,50	X		87,50	87,50	262,50	A rechercher
5.2.2.21	Mener une réflexion sur la prise en charge sanitaire des détenus	DGAP			X		-			-	-	-	ETAT
5.2.2.22	Assurer la prise en charge médicale des détenus	DGAP			X	X	35,00	X		35,00	35,00	105,00	ETAT
5.2.2.23	Acheter des effets d'habillement au profit des femmes et mineurs privés de liberté	DGAP				X	-	X		1,75	1,75	3,50	UNICEF
5.2.2.24	Acheter du matériel sportif pour chaque établissement pénitentiaire au profit des mineurs et femmes privés de liberté	DGAP				X	-	X		15,00	15,00	30,00	UNICEF
5.2.2.25	Acheter des jeux de société pour chaque établissement pénitentiaire au profit des mineurs et femmes privés de liberté	DGAP				X	-	X		1,25	1,25	2,50	UNICEF
5.2.2.26	Prendre en charge les frais des moniteurs sportifs de chaque établissement pénitentiaire	DGAP				X	-	X		8,28	8,28	16,56	UNICEF
5.2.2.27	Prendre en charge les frais des troupes culturelles de chaque établissement pénitentiaire	DGAP				X	-	X		8,28	8,28	16,56	UNICEF
5.2.2.28	Mener une réflexion sur l'instauration d'un uniforme pour détenus	DEP, DGAP, DGGSP		X			-			-	-	-	ETAT
5.2.2.29	Poursuivre le programme de construction de quartiers pour mineurs et pour femmes	DEP, DGAP, DGGSP			X	X	50,00	X		171,60	148,20	369,80	ETAT
5.2.2.30	Concevoir et diffuser un film documentaire sur la vie des mineurs et des femmes en prison	DGAP, DCPM				X	-	X		10,00	2,00	12,00	A rechercher

Codes activités	Designation des activités à mener par programme et composante	Structure d'exécution /Partenaires	Programmation Physique					Programmation Financière			Sources de financement	
			2010				2011	2012	2010	2011		Total-PASSI 2010-2012
			T1	T2	T3	T4						
5.2.2.31	Concevoir des dépliant sur les différents thèmes relatifs à la vie des mineurs et des femmes en prison	DGAP						X	PM	-	-	UNICEF
5.2.3	Composante n°3 : Promotion de la réinsertion sociale des détenus								220,00	429,00	679,00	1 328,00
5.2.3.1	Poursuivre la mise en œuvre du programme d'appui à la production pénitentiaire	DAF, DGAP	X	X	X	X		X	205,00	350,00	600,00	1 155,00
5.2.3.2	Réaliser une étude de faisabilité sur la création d'un fonds de soutien aux détenus	DEP, DGAP, DGGSP				X			-	15,00	-	15,00
5.2.3.3	Réaliser une étude de faisabilité de la construction d'un Centre d'accueil des libérés	DEP, DGAP, DGGSP, MASSN						X	-	-	15,00	15,00
5.2.3.4	Equiper les ateliers d'initiation pré professionnelle des établissements pénitentiaires et du centre de Laye en faveur des mineurs et femmes privés de libertés	DGAP						X	-	17,00	17,00	34,00
5.2.3.5	Doter les établissements pénitentiaires et le centre de Laye en kits de matières premières (menuiserie, soudure, couture, savonnerie, tissage, maraîchage et culture)	DGAP						X	-	4,00	4,00	8,00
5.2.3.6	Initier les femmes et mineurs privés de liberté en couture, menuiserie, soudure, maraîchage et savonnerie	DGAP						X	-	28,00	28,00	56,00
5.2.3.7	Renforcer le placement des mineurs et femmes privés de liberté en institution, dans les familles d'accueil et dans les ateliers d'apprentissage	DGAP			X	X	X	X	-	-	-	UNICEF
5.2.3.8	Mettre en place un système d'examen préférentiel des dossiers d'information impliquant les mineurs	DGAJJ, DGAP				X		X	-	-	-	UNICEF
5.2.3.9	Renforcer le renouvellement des liens familiaux des mineurs et femmes privés de liberté avec leurs familles	DGAP			X	X	X	X	15,00	15,00	15,00	45,00
5.2.4	Composante n°4 : Développement du partenariat avec la société civile								-	0,50	0,50	1,00
5.2.4.1	Elaborer un texte régissant les interventions des intervenants pénitentiaires	DGAP			X				-	-	-	ETAT

	Structure	Programmation Physique					Programmation Financière					Source de financement
		2010					2010-2012					
		T1	T2	T3	T4		2010	2011	2012	Total 2010-2012		
PAYS-BAS												
	/Partenaires											
5.2.4.2	Instituer une rencontre annuelle des intervenants pénitentiaires				X			-	-	-	-	ETAT
5.2.4.3	Tenir les rencontres annuelles des intervenants pénitentiaires					X	X	-	0,50	0,50	1,00	ETAT
PAYS-BAS												
6.1	Programme 6.1 : Amélioration de la gestion de l'état-civil											
6.1.1	Elaborer un guide complet de l'état civil				X			PM	PM	-	-	A rechercher
6.1.2	Mener une réflexion sur la création d'un secrétariat permanent de l'état civil					X		-	PM	-	-	ETAT
6.1.3	Organiser une étude sur la modernisation de l'état civil					X		-	15,00	-	15,00	A rechercher
6.1.4	Organiser des campagnes de sensibilisation à l'endroit des populations				X	X	X	PM	PM	PM	-	ETAT
	Programme 6.2 : Réhabilitation du casier judiciaire											
6.2.1	Etablir les pièces d'exécution				X	X	X	-	-	-	-	ETAT
6.2.2	Mener une étude diagnostique sur le casier judiciaire			X				2,00	-	-	2,00	A rechercher
6.2.3	Elaborer une feuille de route sur la réhabilitation et la modernisation du casier judiciaire				X			-	-	-	-	A rechercher
6.2.4	Mettre en œuvre la feuille de route					X	X	-	20,00	20,00	40,00	A rechercher

## 2. CADRE DE RESULTATS

Resultats	Indicateurs	Niveau de désagrégation	Situation de référence 2008	Situation prévisionnelle 2009	Cible 2010	Cible 2011	Cible 2012
L'indépendance de la justice se renforce	Proportion de juges ayant fait l'objet de pression	national	ND	ND			
Les procédures sont diligentes et les décisions de justice de qualité	Durée moyenne de traitement des affaires	Civiles des TGI	7,39 mois	7 mois	6 mois	5 mois	4 mois
		Commerciales des TGI	7,39 mois	7 mois	6 mois	5 mois	4 mois
		de flagrants délits	6,69 mois	6 mois	5 mois	4 mois	3 mois
		de citations directes	13,52 mois	13	12 mois	10 mois	8 mois
		Terminées des cabinets d'instruction	3,48 ans	3	2,5 ans	2 ans	1,5 ans
	Ratio décisions rendues par affaires nouvelles	Cour de cassation	112,90%	115%	120%	125%	130%
		Cour des comptes	0%	0%	0%	0%	0%
		Conseil d'état	87,30%	90%	93%	95%	98%
		Cours d'Appel	61,83	63%	65%	70%	80%
		TGI	20,88%	25%	30%	38%	50%
		TT	62,85%	67%	75%	88%	95%





		Situation		Situation		Situation		Situation		Situation	
	nouvelles des TGI										
La procédure pénale est améliorée ;	Durée moyenne de détention provisoire	<i>national</i>	11,52 mois	11 mois	10 mois	9 mois	8 mois				
	Proportion des détenus en détention illégale (OMD)	<i>national</i>	4,37%	4%	3%	2%	1 %				
	Proportion des détenus en détention préventive	<i>national</i>	37,55%	35%	32%	30%	25%				
Les conditions de détention s'améliorent et la surpopulation carcérale est réduite	Taux de mortalité en milieu carcéral	<i>national</i>	14,1/1000	13,5/1000	13/1000	12/1000	10/1000				
	Ratio détenus par GSP	<i>national</i>	8,3	7	6	5	3				
	Taux d'occupation des établissements pénitentiaires	<i>national</i>	182,8%	150%	130%	110%	100%				
La gestion du casier judiciaire et de l'état civil est efficiente	Proportion des juridictions établissant les pièces d'exécution	<i>national</i>	ND								
	Nombre de visites des communes par les procureurs	<i>national</i>	ND								